



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.83

21 novembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA QUATRE-VINGT-TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 19 novembre 1985, à 15 heures

Président : M. de PINIÉS (Espagne)
puis : M. BOUZIRI (Tunisie)
(Vice-Président)

Situation économique critique en Afrique [30] (suite)

Question de Namibie [34] (suite) :

- a) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie
- b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
- c) Rapport du Secrétaire général
- d) Rapport de la Quatrième Commission
- e) Projets de résolution

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je voudrais annoncer qu'après consultations, M. Tomohiko Kobayashi, du Japon, a été désigné à nouveau pour jouer le rôle de coordonnateur dans les consultations officieuses ayant trait à la situation économique critique en Afrique.

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

QUESTION DE NAMIBIE :

- a) RAPPORT DU CONSEIL DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE (A/40/24);
- b) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (A/40/23 (Partie VI), A/AC.109/824, 825 et 826)
- c) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/687 et Add.1);
- d) RAPPORT DE LA QUATRIEME COMMISSION (A/40/882);
- e) PROJETS DE RESOLUTION (A/40/24 (Partie II), chap. I)

M. DOS SANTOS (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un profond sentiment d'affliction que nous avons appris les événements tragiques survenus récemment en Colombie, qui ont provoqué la mort de plus de 20 000 personnes. Au nom du peuple et du Gouvernement de la République populaire du Mozambique, je tiens à exprimer notre profonde sympathie et notre profonde solidarité au peuple et au Gouvernement colombiens en ces instants de douleur et de tristesse.

Il n'y a pas si longtemps, l'Assemblée générale célébrait le quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies. La session commémorative a constitué une occasion unique de méditer sur le rôle joué par notre organisation dans la recherche de solutions urgentes et efficaces aux problèmes pressants auxquels l'humanité est en butte.

On a beaucoup parlé des accomplissements et des insuffisances qui ont marqué les efforts déployés par les Nations Unies pour rétablir la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, il a été encourageant de constater que, tout en exprimant leur mécontentement face aux insuffisances des Nations Unies depuis 40 ans qu'elles existent, nombre de délégations, sinon toutes, ont réaffirmé que

M. Dos Santos (Mozambique)

notre organisation a joué constamment un rôle positif dans de nombreux domaines d'activité. En outre, il a été reconnu que ce qu'on appelle les insuffisances des Nations Unies n'étaient que le simple reflet de la conduite des Etats dans les affaires internationales et qu'il convenait d'apprécier l'efficacité des Nations Unies dans le traitement des problèmes mondiaux dans la mesure où les Etats Membres appuient et respectent les principes et objectifs de la Charte.

Beaucoup peut être accompli en 40 ans. A vrai dire, la communauté internationale a beaucoup fait pour accélérer l'accession à l'indépendance du peuple namibien. Si nous devons rappeler toutes les décisions, résolutions et déclarations qui ont été adoptées à cette fin, nous nous assignerions une tâche fort difficile, car elles sont extrêmement nombreuses. Cependant, il y a des résolutions que ma délégation ne peut que rappeler dans sa déclaration.

En 1960, à sa quinzième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1514 (XV) qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'adoption de cette résolution par l'Assemblée générale a constitué un important jalon pour tous les peuples vivant sous la domination et l'exploitation coloniales. En effet, après l'adoption de cette résolution, nombreux sont les peuples qui se sont libérés de la domination coloniale et qui ont accédé à l'indépendance.

Le peuple namibien, cependant, vit toujours sous la domination coloniale et continue d'être assujéti à l'oppression et à la brutalité. Les ressources de la Namibie sont fort loin de répondre aux intérêts du peuple. En effet, elles font l'objet d'un pillage continu et d'une exploitation débilante. L'adoption de la résolution susmentionnée n'a rien signifié pour l'Afrique du Sud. En réalité, le régime d'apartheid a ouvertement refusé de coopérer avec les Nations Unies à la recherche d'une solution immédiate à la question de Namibie.

Cela étant, le mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie a été résilié par l'Assemblée générale en 1966 aux termes de sa résolution 2145 (XXI). Le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance a été réaffirmé une fois de plus sans équivoque. A cette demande que lui a présentée la communauté internationale, l'Afrique du Sud raciste a répondu avec arrogance et intransigeance.

Cette année, nous célébrons le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le septième

M. Dos Santos (Mozambique)

anniversaire de la résolution 435 (1978). L'année prochaine marquera le vingtième anniversaire de la levée, par les Nations Unies, du mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Cependant, la Namibie n'est toujours pas libre et son peuple est toujours placé sous le joug colonial raciste. Dans ce contexte, le peuple namibien n'avait d'autre solution que de s'organiser sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO) afin de résister à l'occupation étrangère.

Lorsque la SWAPO a été créée, elle a choisi le dialogue plutôt que la force afin de rétablir le peuple namibien dans ses droits à la dignité, à la liberté et à l'indépendance. Ce n'est qu'après des années d'attente infructueuse que le peuple namibien a décidé, sous la direction de la SWAPO, de recourir à des moyens violents, seul choix qui s'ouvrait à lui pour se libérer de l'oppression et de la domination coloniales. Ce n'est qu'après avoir compris que l'Afrique du Sud n'entendait que le langage de la violence que la SWAPO a décidé de mener une lutte déterminée contre l'occupation par l'Afrique du Sud de son territoire. Cependant, cette initiative ne veut nullement dire qu'elle abandonne l'idée d'explorer toute possibilité d'une solution négociée de la question de Namibie.

M. Dos Santos (Mozambique)

En effet, la communauté internationale a fait l'éloge, dans les termes les plus nets qui soient, de la détermination de la SWAPO de coopérer avec les Nations Unies dans la recherche d'un règlement négocié de la question de Namibie.

En 1978, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435 (1978). Le fait que cette résolution ait reçu l'appui de la communauté internationale dans un monde où les divergences d'idéologie, de religion, de croyance et de perception l'emportent, revêt en soi une importance sans précédent. Il est évident et logique qu'une résolution qui, quant au fond, bénéficie du consensus de toutes les parties intéressées, constitue en elle-même un plan pour l'indépendance de la Namibie.

La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité est l'aboutissement des efforts acharnés et collectifs des Etats Membres, en particulier des Etats de première ligne, pour élaborer un plan acceptable pour toutes les parties. Il va sans dire que pour nombre d'entre nous ce plan a représenté et représente toujours le seul règlement négocié acceptable pour l'indépendance de la Namibie.

Il est regrettable que les ennemis du peuple namibien aient fait fi de ce plan au mépris des résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il a été méconnu précisément parce qu'il est très bien conçu et que s'il était appliqué, il pourrait conduire à une indépendance authentique de la Namibie.

On peut se poser la question suivante : qu'est-ce qui dès lors a incité l'Afrique du Sud à faire croire qu'elle acceptait le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie? C'est une question à laquelle nous devons répondre.

Dans les années qui ont précédé 1978, l'Afrique du Sud s'est employée à mettre au point sa première version d'une entité fantoche en Namibie, la prétendue alliance démocratique de la Turnhalle. Tout ceci n'avait pour objectif que de promouvoir un règlement en Namibie qui exclurait la SWAPO.

L'Afrique du Sud croyait que la prétendue alliance démocratique de la Turnhalle servirait à contrebalancer la SWAPO. Si ces manoeuvres avaient été couronnées de succès, une pseudo-indépendance aurait été octroyée à la Namibie, et la SWAPO et les Nations Unies elles-mêmes auraient été court-circuitées. La communauté internationale aurait alors été mise en présence d'un fait accompli. Seule la méconnaissance par le régime raciste d'Afrique du Sud du soutien dont jouit la SWAPO à l'intérieur de la Namibie a pu lui faire croire que cette charade réussirait.

M. Dos Santos (Mozambique)

Comme cela était prévisible, ces machinations ont échoué. Prenant conscience de l'échec de cette stratégie, les racistes d'Afrique du Sud ont alors fait valoir toute une série d'excuses pour bloquer le processus conduisant à l'indépendance de la Namibie. Nous avons entendu parler de la prétendue impartialité des Nations Unies, de la composition du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), du choix du système électoral. Ensuite, un honnête courtier, ou plutôt un bon samaritain, soucieux de ses propres intérêts, a volé au secours du régime d'apartheid et a pratiquement forcé les racistes d'Afrique du Sud à avaler son idée de couplage.

A propos du couplage, ma délégation tient à dire ceci : lorsque l'Afrique du Sud a revendiqué la pleine souveraineté sur la Namibie, il y a plusieurs décennies, aucune force cubaine ne se trouvait en Angola. Quand la résolution 435 (1978) a été adoptée, les forces cubaines se trouvaient déjà en Angola. A ce moment-là, aucun des membres permanents du Conseil de sécurité ou aucun Membre des Nations Unies n'a établi un quelconque couplage entre ces deux questions parce que nous savions pertinemment pourquoi ces forces se trouvaient en Angola. Demander le retrait des troupes cubaines d'Angola, c'est à peu près la même chose que si l'on avait demandé le retour des troupes américaines à Washington lorsque Hitler décimait les populations européennes.

Ma délégation tient à réitérer son rejet catégorique du prétendu couplage. Cette politique est contraire à l'esprit et la lettre de la résolution 435 (1978) et vise à empêcher le peuple namibien d'exercer pleinement et immédiatement son droit inaliénable à la liberté, à l'autodétermination et à l'indépendance. Une indépendance retardée est une indépendance refusée.

Si l'Afrique du Sud souhaite réellement le retrait des forces cubaines de l'Angola, pourquoi a-t-elle rejeté le programme proposé par le Gouvernement angolais? Pourquoi a-t-elle envoyé des commandos pour saboter les installations pétrolières angolaises? Pourquoi continue-t-elle à envahir et à occuper l'Angola?

Comme on le voit, le régime raciste a joué à cache-cache avec nous tous. Pour ce faire, il s'est appuyé sur une stratégie à deux volets : une dimension interne qui consiste à encourager la prolifération de partis pseudo-politiques sur lequel le régime compte pour créer un gouvernement fantoche en Namibie et une dimension externe qui se manifeste dans les efforts tentés par le régime pour soulever des questions étrangères et sans pertinence afin de faire obstacle au Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

M. Dos Santos (Mozambique)

A nouveau, la semaine dernière, nous avons été les témoins d'une manœuvre destinée à tromper l'opinion publique internationale. On nous a dit qu'un parti fantôme avait choisi son régime électoral par l'intermédiaire du régime de Pretoria. L'Afrique du Sud, et l'Afrique du Sud seule, est partie au processus qui a mené à l'élaboration du Plan pour l'indépendance de la Namibie. Dans le passé, l'Afrique du Sud raciste a eu suffisamment de confiance pour faire connaître ses vues. Aujourd'hui, elle cherche à se dissimuler derrière une entité non reconnue et rejetée par l'humanité tout entière. Nous nous demandons ce qui a provoqué pareil changement d'attitude. Le monde exige que l'Afrique du Sud dise clairement quel est le régime électoral qu'elle a choisi, et s'abstienne sur le champ de faire remonter à la surface des questions qui ont été résolues dans le passé et de faire intervenir des questions étrangères et hors de propos.

L'Afrique du Sud seule ne pourrait cependant se permettre de défier la communauté internationale. C'est la bénédiction qu'elle reçoit de ses alliés qui la rend encore plus arrogante et intransigeante. Et cette bénédiction a revêtu divers aspects : le recours au droit de veto pour empêcher le Conseil de sécurité d'adopter des mesures fermes contre le régime, l'octroi d'un soutien politique, militaire, politique et diplomatique au régime, etc. Le double veto imposé la semaine dernière au Conseil de sécurité en est l'illustration. Cette démarche visait à conforter le régime d'apartheid et à le protéger contre la condamnation toujours plus grande du monde.

L'Afrique du Sud et ses alliés sont par conséquent responsables du long retard dans l'accession de la Namibie à l'indépendance. L'Afrique du Sud et ses alliés devraient maintenant reconnaître qu'aucune manœuvre ne pourra empêcher le régime de l'apartheid de s'effondrer.

Aider des entités fantômes ne servira à rien. Ces tactiques éculées échoueront; elles n'ont d'ailleurs jamais réussi. Elles ont échoué au Mozambique; elles ont échoué au Zimbabwe et en Angola. L'indépendance de la Namibie est inéluctable. Le peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, jouira de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. L'avenir de la Namibie et de l'Afrique du Sud elle-même appartient au peuple opprimé de ces deux territoires.

Pour terminer, ma délégation réaffirme son appui inconditionnel à la SWAPO, seul représentant légitime du peuple namibien.

M. KABANDA (Rwanda) : Au sujet de la Namibie beaucoup a été dit depuis l'adoption de la résolution 2145 (XXI) par laquelle l'Assemblée générale retirait à l'Afrique du Sud le mandat sur la Namibie.

Très peu de progrès ont été enregistrés depuis malgré les très nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Les raisons de cette situation sont connues de nous tous. Il y a des raisons qui tiennent aux rapports liant l'Afrique du Sud et certains pays et qui créent de ce fait un réseau de solidarité; oui, un réseau de solidarité avec l'Afrique du Sud, même dans une question aussi claire, dans une question où la responsabilité des Nations Unies - et donc de nos Etats pris collectivement - est engagée. Il y a aussi des raisons qui tiennent aux calculs d'intérêts, j'allais dire à des calculs mercantiles, tant il est vrai que la Namibie recèle beaucoup de ressources qui constituent un appât irrésistible pour de nombreuses sociétés transnationales, dont la plupart sont implantées en Afrique du Sud même. Tout cela explique les tergiversations et les réticences, voire même le recul de certains gouvernements.

Qu'il me soit permis à cet égard de répéter ce que je disais du haut de cette tribune le 4 mai 1967 :

"L'histoire de ces derniers temps montre que l'idéal de paix et de sécurité internationales, objectif primordial de l'Organisation des Nations Unies, cède devant les intérêts politico-économiques des grandes puissances...

La question du Sud-Ouest africain est préoccupante eu égard à sa complexité, inquiétante quant à son évolution, déterminante quant à son issue dans l'histoire des Nations Unies et quant à l'avenir des relations entre les pays en voie de développement et les grandes puissances politico-économiques."

(A/PV.1513, p. 12)

A plusieurs autres occasions, et ce depuis le début du problème, le Rwanda a exposé du haut de cette tribune sa position ferme et claire, position que je me propose d'évoquer ici rapidement.

La question qui nous occupe aujourd'hui est un problème de décolonisation. Le peuple namibien doit, comme tous les peuples du monde qui le désirent, exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Aussi longtemps que ce peuple sera privé de l'exercice de ce droit, la communauté internationale continuera de s'en préoccuper.

M. Kabanda (Rwanda)

Au moment où l'Assemblée générale commémore le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, nous ne pouvons pas pavoiser en ce qui concerne la Namibie car ce territoire subit depuis toujours une loi étrangère, une loi injuste dans son fondement, injuste dans son exercice, car cette loi est imposée par un gouvernement qui, pour sa politique de ségrégation raciale, s'est mis au ban de la société internationale.

C'est dire que le chemin qui conduit la Namibie vers l'indépendance est encore jonché d'embûches. La communauté internationale doit prendre garde aux tentatives d'envisager une solution du problème namibien en dehors du cadre des Nations Unies, c'est-à-dire en dehors du Plan de règlement prévu par le Conseil de sécurité dans sa résolution 435 (1978). Décidément, le Gouvernement sud-africain est riche en imagination. Le 17 juin 1985, il a mis en place à Windhoek ce qu'il appelle un gouvernement provisoire composé de fidèles adeptes du régime sud-africain.

Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Rwanda déclarait ici même le 9 octobre dernier :

"La communauté internationale doit prendre garde à ce que le 'provisoire' ne se substitue plus longtemps à ce qui devrait être, dans le respect des résolutions et décisions pertinentes adoptées notamment par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, la situation normale et définitive en Namibie, où le peuple attend, en luttant depuis tant d'années, la concrétisation de ses aspirations à l'autodétermination et à l'indépendance." (A/40/PV.29, p. 42)

Le Rwanda rejette donc cette solution de règlement interne, comme il rejette toute autre solution qui ne découlerait pas d'élections libres, c'est-à-dire d'élections tenues en dehors de toute pression militaire et administrative.

L'indépendance de la Namibie doit être totale, c'est-à-dire, dans son intégrité territoriale,

"y compris Walvis Bay, les îles Pengouin et autres îles situées au large des côtes namibiennes, qui font partie intégrante du territoire."

(A/40/23 (Partie VI), p. 4)

Nous dénoncerons toute amputation de la Namibie, tout comme nous nous opposerons à la tentative de négocier la question de Walvis Bay après l'indépendance.

M. Kabanda (Rwanda)

Le Rwanda estime que le décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie - autorité légitime de ce territoire -, décret qui réaffirme la souveraineté du peuple namibien sur ses ressources naturelles, doit être respecté par les sociétés qui fonctionnent en Namibie aujourd'hui. Nous estimons que ces sociétés, si elles veulent opérer dans la légalité internationale, devraient chercher dès à présent à se faire enregistrer auprès du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui exerce l'autorité des Nations Unies sur ce territoire. Dans le cas contraire, ces sociétés doivent se préparer à rendre compte, le moment venu, devant l'autorité de la Namibie indépendante.

L'avenir de la Namibie ne doit pas être hypothéqué contre des considérations étrangères au problème. Ceux qui lient l'indépendance de la Namibie au départ des troupes cubaines d'Angola violent au moins deux points fondamentaux : ils ignorent délibérément le droit inaliénable du peuple namibien à l'exercice, sans condition, de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et ils violent le principe de non-ingérence dans les affaires relevant de la souveraineté de deux Etats.

Je voudrais renouveler ici l'appui inconditionnel et total de mon gouvernement à la SWAPO, considérée à bon droit par la communauté internationale comme l'unique représentant légitime du peuple namibien. Nous lançons un appel à ces fils de la Namibie qui se sont laissés prendre au piège par l'Afrique du Sud pour créer cette parodie de "gouvernement provisoire" : que, regardant plus loin vers l'avenir, ils cessent de céder à la facilité que leur offre l'usurpateur du pouvoir, c'est-à-dire l'Afrique du Sud! Car, dans ce que l'on appelle "provisoire", il y a un piège : provoquer à terme un conflit ouvert entre les Namibiens, ce qui permettrait à l'usurpateur de poursuivre son occupation.

Déjà le fait d'enrôler des Namibiens de 17 à 55 ans dans l'armée sud-africaine et le fait de lever une milice à base tribale constituent la première étape d'un processus qui risque de conduire à une guerre civile.

M. Kabanda (Rwanda)

Enfin, les réfugiés namibiens doivent continuer de bénéficier de l'attention de la communauté internationale. La sécurité des camps de ces réfugiés dans les pays de la ligne de front est souvent perturbée par des attaques de l'armée sud-africaine. Voilà une situation qui devrait susciter l'indignation de la communauté internationale.

Ne l'oublions pas : le conflit namibien ne se situe pas entre Namibiens eux-mêmes, ni à vrai dire entre les Namibiens et l'Afrique du Sud, mais entre ce pays et les Nations Unies. C'est dire que l'honneur et le prestige de notre organisation sont engagés, et peut-être même que la confiance de nos peuples en cette organisation en dépend.

Je viens de rappeler la position de mon gouvernement vis-à-vis de la question namibienne, position que le Rwanda maintiendra aussi longtemps que la question ne connaîtra pas une solution heureuse, c'est-à-dire la solution que souhaite la communauté internationale et dont les bases, élaborées par le Conseil de sécurité, sont reprises dans la résolution 435 (1978).

Est-ce que le Conseil de sécurité, après avoir adopté ce plan, sera un jour capable de le faire respecter? Sera-t-il un jour capable d'imposer les sanctions économiques prévues par la Charte?

Malgré ce qui s'est passé à la fin de la semaine dernière au sein du Conseil de sécurité même, en ce qui concerne l'imposition des sanctions économiques obligatoires, je me permets de ne pas douter qu'un jour le Conseil de sécurité trouvera le moyen de ramener le régime sud-africain sur la voie de la légalité internationale.

M. FISCHER (Autriche) (interprétation de l'anglais) : La liberté de la Namibie est à l'ordre du jour de la communauté internationale depuis de nombreuses années. En 1966, l'Assemblée générale mettait fin au mandat de l'Afrique du Sud et assumait la responsabilité directe de la Namibie. Depuis lors, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté des dizaines de résolutions demandant qu'il soit mis fin à l'administration de l'Afrique du Sud sur ce territoire. Il y a peu de questions sur lesquelles la communauté internationale ait concentré autant d'efforts, il n'en existe pratiquement pas sur lesquelles elle ait réalisé une telle unanimité. Mais, malgré la condamnation vigoureuse de la majorité écrasante des Etats, et en contravention flagrante du droit international, l'Afrique du Sud continue d'occuper la Namibie.

M. Fischer (Autriche)

Il serait faux, cependant, d'en conclure que les Nations Unies déploient des efforts en vain. La pression constante exercée par les Nations Unies a permis des progrès considérables vers une solution politique. Il y a environ sept ans, le Conseil de sécurité, par sa résolution 435 (1978), a tracé la voie qui pourrait conduire le peuple de Namibie à décider librement de son propre gouvernement et de son propre avenir.

Cette résolution prévoit une transition pacifique vers le gouvernement par la majorité, grâce à des élections libres et équitables tenues sous les auspices des Nations Unies. Elle reste jusqu'à ce jour la seule base satisfaisante d'un juste règlement de la question de Namibie.

Depuis l'adoption du Plan des Nations Unies, nous semblons n'être éloignés que de quelques pas seulement de la réalisation de l'indépendance de la Namibie. Il est donc d'autant plus décevant que, malgré les efforts soutenus du Secrétaire général, des Etats de première ligne, de la SWAPO, de l'UJA et du groupe de contact, nous n'ayons pas franchi ces derniers pas au cours des sept dernières années. Les raisons de ce délai intolérable sont bien connues. C'est le refus de l'Afrique du Sud de se conformer à la lettre et l'esprit de la résolution 435 (1978) et ses efforts persistants pour gagner du temps en introduisant des conditions supplémentaires.

Au détriment de la communauté internationale et au mépris de la volonté du peuple namibien, l'Afrique du Sud a fait une autre tentative pour imposer un règlement interne à la Namibie. L'Autriche rejette le plan visant à l'installation d'un "gouvernement provisoire" par le biais de la Conférence dite multipartite, tout comme elle s'est constamment opposée aux tentatives faites antérieurement pour parvenir à une solution unilatérale.

L'Autriche déplore également la politique sud-africaine qui consiste à faire obstacle à la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies en prétextant de considérations extrinsèques. Toutes les questions relatives à la sécurité dans la région devraient être discutées entre les gouvernements intéressés. L'Autriche se félicite de toutes initiatives et propositions visant l'établissement d'arrangements de sécurité équitables en Afrique australe.

Mais toutes ces mesures ne doivent jamais être conçues comme solutions de rechange ou conditions préalables au Plan des Nations Unies. Elles devraient plutôt favoriser son application. Une plus grande stabilité en Afrique australe

M. Fischer (Autriche)

dépend du sort de la Namibie. Seule son accession rapide à l'indépendance, conformément à la résolution 435 (1978), créera les fondements d'une paix juste et durable dans la région.

Le Conseil de sécurité a souligné l'urgence de la question de Namibie lorsqu'il a adopté, au début de cette année, la résolution 569 (1985). Le Gouvernement autrichien a décidé d'adopter les six mesures autonomes suivantes, conformément aux résolutions 566 (1985) et 569 (1985) du Conseil de sécurité :

Premièrement : suspension de tout nouvel investissement en Afrique du Sud;

Deuxièmement : interdiction de la vente des krugerrands et de toutes les autres pièces frappées en Afrique du Sud;

Troisièmement : restrictions dans le domaine des sports et des relations culturelles;

Quatrièmement : suspension des prêts garantis à l'exportation jusqu'à nouvel ordre;

Cinquièmement : interdiction de la participation d'entreprises publiques dans les procédures d'achat de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire - bien qu'aucun cas de ce genre ne se soit présenté jusqu'ici;

Sixièmement : interdiction de toute vente de matériel informatique pouvant être utilisé par l'armée et la police sud-africaines.

La question de Namibie n'est pas seulement un problème politique brûlant. Il faut également la considérer dans ses dimensions économiques, sociales et humaines. Les conséquences économiques de l'occupation continue de l'Afrique du Sud sont dévastatrices. Malgré la grande richesse naturelle de la Namibie en minerais, en agriculture et en pêcheries, son économie traverse une grave crise. L'exploitation étrangère des ressources naturelles, le chômage, les services insuffisants dans les domaines de l'enseignement et de la santé, la militarisation du territoire, les violations des droits de l'homme et la répression sont autant d'épreuves qui assombrissent la vie du peuple namibien. Cette situation ne changera de façon décisive que lorsque la Namibie occupera la place qui lui revient de droit en tant que nation souveraine et indépendante. Entre-temps, le peuple namibien doit pouvoir compter sur l'aide de la communauté internationale. Mon gouvernement se félicite des efforts que déploient les Nations Unies pour aider les victimes de la politique de l'Afrique du Sud en Namibie et les appuient. L'Autriche contribue depuis de nombreuses années aux Fonds et Programmes des Nations Unies pour la Namibie et continuera de le faire au mieux de ses moyens.

M. Fisher (Autriche)

La communauté internationale a la responsabilité commune de faire avancer le règlement de la question de Namibie. J'aimerais rendre hommage à la politique constructive des Etats de première ligne qui, dans des circonstances difficiles, n'ont jamais fléchi dans leur engagement à l'égard de l'indépendance de la Namibie. Je voudrais également dire combien nous apprécions l'attitude positive manifestée par la SWAPO dans la recherche d'un règlement négocié.

Enfin, je voudrais féliciter le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui a tenu une réunion extraordinaire dans la capitale autrichienne en juin dernier, pour ses efforts résolus en vue de hâter l'accession de la Namibie à l'indépendance.

A notre avis, on ne pourrait mieux célébrer le quarantième anniversaire des Nations Unies et le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qu'en redoublant d'efforts pour permettre à la Namibie de prendre enfin la place qui lui revient dans la communauté des nations indépendantes.

M. KITTANI (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Une fois de plus, l'Assemblée générale examine la question de la Namibie, qui a été examinée pour la première fois par les Nations Unies en 1946 sous le titre : "Question du Sud-Ouest africain". A la trente et unième session de l'Assemblée générale, la responsabilité des Nations Unies à l'égard de ce territoire a pris une forme concrète du fait de la résolution 2145 (XXI), qui mettait fin au mandat de l'Afrique du Sud sur les affaires du territoire. En vertu de cette résolution, le territoire est passé sous la responsabilité directe des Nations Unies afin de permettre à son peuple d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance. A la vingt-deuxième session, l'Assemblée a adopté la résolution 2248 (XXII), qui créait le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, chargé de gérer le territoire et de protéger les droits de son peuple jusqu'à l'accession à l'indépendance. En 1978, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution historique 435 (1978) qui établissait un cadre complet pour un règlement équitable permettant de faire accéder le territoire namibien à l'indépendance. Un sentiment d'optimisme et de satisfaction régnait au sein de la communauté internationale après l'adoption de cette résolution : le plan pour l'indépendance contenu dans cette résolution était le fruit de négociations menées par des parties qui bénéficiaient de la confiance de l'Afrique du Sud; le plan avait été largement accepté. Néanmoins, en

M. Kittani (Iraq)

dépité de l'optimisme ressenti par la communauté internationale lorsque cette résolution a été adoptée, nous n'avons pas constaté jusqu'ici d'évolution positive vers l'accession à l'indépendance du peuple namibien.

Le régime raciste de Pretoria continue à bafouer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; il continue de resserrer son emprise sur le territoire occupé et de l'épuiser économiquement. En outre, il poursuit ses actes d'agression contre les Etats africains indépendants voisins. Par conséquent, en dépit des efforts concertés de la communauté internationale pour résoudre le problème de la Namibie, le régime raciste poursuit son occupation illégale du territoire et y étend sa politique odieuse d'apartheid.

La poursuite de l'occupation illégale du territoire par le régime raciste et son mépris complet des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont obligé le peuple namibien à prendre les armes et à intensifier ses efforts pour réaliser son droit inaliénable à l'autodétermination et à la pleine indépendance.

Les Etats du monde ont concentré leur attention sur la question de Namibie, comme la communauté internationale l'a montré clairement à maintes reprises dans plusieurs instances. Elle a souligné la menace accrue à la paix et à la sécurité internationales que représentaient la poursuite de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et sa politique d'agression et d'intimidation contre le peuple namibien.

Le régime sud-africain continue à tuer et à assassiner des citoyens namubiens afin de liquider ceux qui appuient la SWAPO. Il ne s'est pas borné à appliquer ces pratiques inhumaines contre le peuple namibien; il a étendu ses actes d'agression aux Etats africains voisins de la région. Le dernier acte criminel d'agression commis le mois dernier a été fermement condamné par le Conseil de sécurité. Le Conseil a également condamné l'Afrique du Sud pour son utilisation illégale du territoire namibien pour perpétrer des actes de sabotage et d'agression contre la République populaire d'Angola et continuer son occupation de certaines parties de ce pays.

Le peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, son seul représentant légitime authentique, continue de lutter sur tous les plans - diplomatique, politique et militaire - et de consentir de nombreux sacrifices pour libérer sa patrie et accéder à l'indépendance, en dépit de l'intransigeance du Gouvernement

M. Kittani (Iraq)

sud-africain et du fait que celui-ci s'oppose aux tentatives de la communauté internationale visant à la mise en oeuvre de la résolution sur la question de Namibie. En même temps, la SWAPO a montré un sens des responsabilités qui mérite l'appui de toutes les parties. Elle a indiqué à maintes reprises qu'elle était prête à accepter un cessez-le-feu et à coopérer avec le Secrétaire général.

Toutefois, le régime de Pretoria, qui s'efforce de consolider sa domination, continue de méconnaître les résolutions des Nations Unies; il continue de renforcer son occupation illégale de la Namibie en consolidant sa présence militaire et en recrutant des mercenaires, de sorte que les effectifs du régime sud-africain dans le territoire atteignent à présent 100 000 hommes, en plus des autres forces qui sont mobilisées en Namibie lorsque l'Afrique du Sud prépare des actes d'agression contre les Etats de première ligne. Il y a également en Namibie des véhicules blindés et des avions militaires à réaction.

M. Kittani (Iraq)

L'augmentation du budget militaire de l'Afrique du Sud montre clairement qu'elle a l'intention d'accroître sa présence militaire en Namibie afin de perpétuer son occupation illégale de ce territoire et de poursuivre ses guerres d'agression contre le peuple namibien et les peuples des Etats de première ligne.

A cet égard, nous ne pouvons manquer de mentionner l'augmentation constante et croissante de la coopération entre les régimes racistes de Tel-Aviv et de Pretoria, notamment dans les domaines militaire et nucléaire. Cette coopération renforce le régime de Pretoria et le soutient sur le plan de la politique internationale. L'appui militaire sioniste encourage les racistes de Pretoria à commettre plus d'actes de violence contre le peuple namibien et à consolider leur occupation. La coopération entre ces deux régimes racistes découle nettement de leur théories racistes agressives et de leur nature expansionniste. Les deux régimes continuent de bafouer les résolutions de la communauté internationale et les principes des droits de l'homme, notamment le droit des peuples à l'autodétermination.

Procédant de la ferme conviction que le peuple namibien a des droits justes et légitimes, l'Iraq condamne énergiquement l'occupation continue de la Namibie par l'Afrique du Sud. L'Iraq condamne l'Afrique du Sud qui refuse de respecter les résolutions des Nations Unies et fait obstacle au règlement des problèmes du peuple namibien. L'Iraq appuie la lutte du peuple namibien, sous la direction de son seul représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO), pour accéder à l'indépendance.

L'Iraq rejette la notion de couplage qui lie l'indépendance de la Namibie à des questions extrinsèques sans rapport aucun avec la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et tout effort tenté pour lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces cubaines d'Angola. Toutes ces tentatives ne visent qu'à éluder la mise en oeuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question.

Le Président de l'Iraq, Saddam Hussein, a, au nom de l'Iraq, réaffirmé ces principes dans son message adressé au Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'occasion de la célébration de la Semaine de solidarité avec le peuple namibien et son mouvement de libération nationale. Il a également réaffirmé que l'Iraq est profondément convaincu du bien-fondé de la lutte du peuple namibien. Il a déclaré que l'Iraq est solidaire du peuple namibien dans sa lutte pour la liberté, la dignité et l'indépendance nationale.

M. Kittani (Iraq)

Nous réaffirmons que nous souscrivons pleinement à la Déclaration de la réunion ministérielle des pays non alignés, tenue à Luanda en septembre dernier, et particulièrement aux parties de la Déclaration relative à la Namibie et à l'Afrique du Sud.

Nous rejetons toutes tentatives faites pour détourner l'attention de la communauté internationale de la question fondamentale, à savoir la décolonisation de la Namibie, par le biais de facteurs extérieurs qui n'ont absolument rien à voir avec la question de la libération et de l'indépendance de la Namibie. Nous rejetons notamment ce que l'on appelle le couplage et le parallélisme, ainsi que l'installation en Namibie d'un régime fantoche dit gouvernement provisoire.

Compte tenu de la position prise par le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud et de son refus de respecter la volonté internationale et les règles et normes du droit international, il faut absolument envisager des sanctions obligatoires globales contre le gouvernement en vertu de la Charte. Dans ce contexte, nous demandons à tous les Etats de veiller à ce que ces sanctions soient imposées. Nous demandons également à tous les Etats d'appuyer la franche position de principe selon laquelle il faut continuer d'appuyer la lutte du peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, position adoptée par les Etats de première ligne malgré l'agression et les pressions qu'exercent sur eux les dirigeants racistes d'Afrique du Sud.

Les Nations Unies et la communauté internationale ont une responsabilité toute particulière en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie. La solution de cette question permettrait de mettre fin aux souffrances du peuple namibien et favoriserait son accession à la liberté et à l'indépendance. Elle contribuerait également au relâchement des tensions en général et au renforcement de la stabilité dans les relations internationales.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont vivement déçu la communauté internationale vendredi dernier en usant une fois de plus du veto au cours de l'examen du projet de résolution sur la Namibie présenté par les pays non alignés membres du Conseil, dans une autre tentative pour faire obstacle à l'acheminement vers l'indépendance de la Namibie et encourager le régime sud-africain à poursuivre son occupation du territoire. C'est aussi une preuve de l'appui continu apporté par ces deux pays au régime raciste d'Afrique du Sud.

M. Kittani (Iraq)

Enfin, je tiens à rendre hommage à ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance de la Namibie, sous la direction de la SWAPO, qui a été reconnue par la communauté internationale et les Nations Unies comme étant le seul représentant légitime du peuple namibien. La SWAPO est aussi membre du Mouvement des pays non alignés.

Je rends hommage à ceux qui luttent courageusement et consentent des sacrifices pour la Namibie, sous la direction de M. Sam Nujoma, président de la SWAPO. Peu importe le nombre d'obstacles élevés sur la voie de ses aspirations; le peuple namibien n'acceptera rien d'autre que la liberté, le droit à l'autodétermination et l'indépendance. Nous continuerons à témoigner notre solidarité et à offrir notre appui au peuple namibien jusqu'à ce que la Namibie prenne sa place légitime au sein de la famille des Nations Unies.

M. ABDUL KADIR (Malaisie) (interprétation de l'anglais) : Cette année est capitale pour la communauté internationale. Elle marque trois événements importants : le quarantième anniversaire des Nations Unies, le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Journée de la Namibie. La Journée de la Namibie, notamment, marque le vingt-cinquième anniversaire de la lutte du peuple namibien pour libérer la Namibie. Ma délégation, et en fait la communauté internationale dans son ensemble, espérait que des occasions aussi marquantes coïncideraient avec le règlement pacifique d'une des questions les plus difficiles de l'histoire de la décolonisation, celle de la Namibie.

Malheureusement, tel n'a pas été le cas. Il n'y a pas signe de progrès où que ce soit. L'aspiration du peuple namibien et de la SWAPO à la liberté n'a pas été réalisée, et on comprend leur colère et leur déception grandissantes, sentiments dont on doit malheureusement tenir responsable même l'Organisation des Nations Unies que la communauté internationale a chargée directement de cette question. L'Assemblée générale est paralysée, et le Conseil de sécurité aussi.

La question qui doit être étudiée au cours de ce débat est donc celle-ci : où vont les Nations Unies face à ce défi flagrant lancé à son autorité et à son prestige? Pendant 40 longues années, nous nous sommes réunis et avons adopté résolution après résolution, année après année, mais en vain. Sûrement, il fallait s'attendre que pendant tout ce temps le régime raciste de Pretoria exulte et se gausse de notre impuissance. Qui pis est, dans ces conditions, le régime raciste

M. Abdul Kadir (Malaisie)

de Pretoria a malmené davantage encore le peuple namibien et continue de fouler aux pieds les normes et les lois internationales. Voilà le résultat de la paralysie des Nations Unies.

Pouvons-nous, en toute conscience, tolérer une telle situation? Je pense notamment aux amis de l'Afrique du Sud qui tolèrent et encouragent le régime à pratiquer une politique déshumanisante et expansionniste.

M. Abdul Kadir (Malaisie)

Il devrait être évident pour ces amis que l'Afrique du Sud n'a jamais pensé sérieusement appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, que le reste de la communauté internationale a affirmé et réaffirmé être la seule base possible d'un règlement pacifique. Il devrait être manifeste pour eux que l'Afrique du Sud s'est engagée ouvertement dans une campagne de déstabilisation, qui comprend notamment : invasion et occupation de pays voisins, raids de commandos et assassinats, appui militaire et logistique pour le sabotage et le terrorisme exercés par des groupes dissidents, attaques directes de sabotage, et pressions économiques. C'est une ironie suprême que ces pays, qui si souvent se proclament les défenseurs des valeurs de paix, de liberté et de justice, considèrent qu'il est tout à fait justifié, au nom d'intérêts économiques et stratégiques, de soutenir un régime méprisable qui représente de façon aussi flagrante la négation même de ces valeurs. Il serait approprié de rappeler à ces zélateurs que le régime sud-africain est non démocratique, brutal et raciste.

Ce régime et la collusion ont été fort justement décrits par le Premier Ministre de mon pays, dans sa déclaration à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, aux Bahamas, le mois dernier :

"Il n'existe pas de gouvernement tel que le régime de l'Afrique du Sud. C'est un paria absolu. Il légalise ce qui est moralement illégal. La minorité est la majorité, l'esclavage est la liberté. Les ghettos sont des nations... Les frontières ne sont pas sacrées pour les racistes d'Afrique du Sud. Et ce régime blanc raciste survit à notre époque. Et pourquoi survit-il? Il survit parce que ceux qui se plaisent à critiquer un prétendu racisme dans les pays en développement ne sont pas prêts à faire quoi que ce soit en ce qui concerne le régime raciste le plus flagrant dans le monde."

Il ne faudrait pas se faire d'illusion en ce qui concerne les intentions du régime. Les faits parlent d'eux-mêmes. Ils dévoilent des manoeuvres évasives, la provocation et le subterfuge, tous destinés à atteindre le but ultime qui consiste à préserver les politiques d'apartheid et la mainmise de l'Afrique du Sud sur la Namibie. Les tactiques d'obstruction montrent clairement le désir du régime de rechercher une solution hors du cadre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Il a invoqué une série de prétextes : l'impartialité des Nations Unies, la composition du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), le choix du système électoral, la question sans pertinence du "couplage", et la mise en place d'un prétendu "gouvernement intérimaire" en

M. Abdul Kadir (Malaisie)

Namibie. Il y a quelques jours, le représentant de l'Afrique du Sud, dans son intervention devant le Conseil de sécurité, déclarait catégoriquement que le régime serait prêt à coopérer au règlement du problème si deux questions - à savoir le retrait des troupes cubaines de l'Angola et celle de l'impartialité des Nations Unies - étaient résolues à la satisfaction de son pays. Le représentant de l'Afrique du Sud a même eu l'audace de dire :

"A l'heure actuelle, des forces soviétiques et cubaines poursuivent leurs efforts pour fouler aux pieds le droit du peuple de l'Angola à l'autodétermination." (S/PV.2624, p. 42)

Les raisons véritables de Pretoria sont suffisamment claires. Le régime s'engage simplement dans l'ancien jeu des tactiques dilatoires. La demande selon laquelle le peuple de l'Angola devrait exercer son droit à l'autodétermination, alors qu'il exerce ce droit depuis neuf ans, est tout simplement étonnante. C'est tout simplement exorbitant de demander que ce droit soit exercé pour qu'un règlement devienne possible en Namibie. Qu'il me soit permis de rappeler à l'Afrique du Sud que l'Angola a acquis son indépendance le 1er décembre 1976. A ceci, j'aimerais ajouter une question pertinente : est-ce que l'Afrique du Sud, soit avant soit au moment de l'indépendance, a évoqué la question du droit du peuple de l'Angola à l'autodétermination?

Ma délégation a exprimé à plusieurs reprises, soit lors de sessions précédentes de cette assemblée, soit au Conseil de sécurité, l'opposition vigoureuse de mon pays à cette question notoire de "couplage". J'aimerais répéter les paroles du Premier Ministre de mon pays, prononcées dans cette même déclaration à laquelle j'ai fait allusion plus haut. Il a dit :

"Il est déjà assez regrettable qu'un régime méprisable comme celui de l'Afrique du Sud reste l'autorité tutélaire de ce malheureux pays, mais maintenant les Namibiens sont punis pour un prétendu crime commis par un autre pays. Pourquoi les Namibiens devraient-ils rester sous le joug simplement parce que des troupes cubaines se trouvent en Angola?"

La question vaut la peine d'être répétée : pourquoi la Namibie resterait-elle sous le joug simplement parce que des troupes cubaines se trouvent en Angola? Premièrement, il n'y a absolument aucune justification pour que le régime pose cette question. Deuxièmement, la présence de troupes cubaines en Angola relève bien du droit souverain de l'Angola. Il est parfaitement clair que la question est

M. Abdul Kadir (Malaisie)

totalelement étrangère au Plan des Nations Unies pour la Namibie accepté internationalement et constitue une tentative évidente pour dissimuler le problème réel, à savoir l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Ceci, je dois l'ajouter, constitue une autre ironie de l'histoire. Nous voyons ici l'Afrique du Sud critiquer la présence de troupes étrangères dans un pays, alors qu'elle-même occupe illégalement un autre pays. Nous voyons ici l'Afrique du Sud accuser un autre pays de prétendus crimes qu'elle-même commet de façon constante.

Que personne ne s'y trompe. Pretoria désire simplement gagner du temps pour renforcer sa domination sur la Namibie et s'assurer que tout règlement soit réalisé à ses propres conditions. Mais le temps ne joue pas pour lui. La pression énorme qui a été exercée sur le régime par l'opinion publique mondiale a réussi. En juin dernier, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 566 (1985), a averti l'Afrique du Sud que son refus de coopérer pleinement à l'application de la résolution mettrait le Conseil de sécurité dans l'obligation d'envisager l'adoption de mesures appropriées en application du Chapitre VII de la Charte, y compris des sanctions globales et obligatoires. De toute évidence, l'Afrique du Sud ne s'est pas conformée - en fait elle l'a sommairement écartée - à la résolution du Conseil, et elle l'a fait dans la certitude d'obtenir le ferme appui de ses alliés. Vendredi dernier, 15 novembre, au moment où le Conseil de sécurité avait finalement décidé, aux termes du projet de résolution S/17633, d'imposer des sanctions obligatoires sélectives contre l'Afrique du Sud, les mêmes alliés, de nouveau, sans hésitation, ont volé au secours du régime.

L'Assemblée, et tout particulièrement le Conseil de sécurité, doit agir maintenant, de façon décisive et de toute urgence. Ce qu'il faut, ce ne sont plus des paroles, mais des décisions, pas des subterfuges et des prétextes, et ces décisions doivent être mises en oeuvre sincèrement et efficacement.

Mon pays reste profondément solidaire de la juste lutte du peuple de Namibie pour la liberté, sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO), son seul représentant authentique. J'aimerais également réitérer le soutien sans équivoque de mon pays à tous les efforts et aux mesures entreprises par les Nations Unies pour faire cesser la grave injustice commise envers le peuple namibien. Nous tenons à réaffirmer notre appui à la résolution 435 (1978) en tant que seule base acceptable pour l'application pacifique du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, et à dire que nous nous opposerons fermement à toutes les tentatives en vue de réviser ou d'affaiblir cette résolution.

M. Abdul Kadir (Malaisie)

Nous en appelons à la communauté internationale pour qu'elle se rallie à la juste lutte du peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, en vue de réaliser son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.

M. SHRESTHA (Népal) (interprétation de l'anglais) : Depuis 1946, la Namibie est restée une question brûlante pour les Nations Unies. Il est peu de questions coloniales qui aient suscité autant de préoccupations pour la communauté internationale que la question de Namibie. Cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il est, de fait, extrêmement regrettable que 25 ans après cette déclaration, le peuple de Namibie continue de gémir sous le joug colonial du régime raciste d'Afrique du Sud.

M. Shrestha (Népal)

En 1966, les Nations Unies ont mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain - l'ancien nom de la Namibie - et pris la responsabilité d'administrer le territoire jusqu'à l'indépendance, décision qui a été méconnue par Pretoria, qui maintient son emprise illégale sur le territoire. Depuis lors, un certain nombre de résolutions et de décisions ont été adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pour mettre fin immédiatement à l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud. Entre autres résolutions, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité énonce clairement la base et les principes de l'indépendance de la Namibie.

Toutefois, jusqu'à présent, les décisions et résolutions adoptées par l'Organisation mondiale ont été ouvertement bafouées et foulées aux pieds par le régime raciste de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement sud-africain n'a pas davantage tenu compte de l'arrêt, prononcé par la Cour internationale de Justice en 1971, déclarant illégale la présence de l'Afrique du Sud en Namibie.

Au contraire, le régime de Pretoria a continué à accentuer sa politique de répression brutale, torturant et assassinant aveuglément le peuple héroïque de la Namibie qui lutte pour l'indépendance de son pays. Au mépris total de l'opinion publique internationale et des règles généralement acceptées du droit international, le Gouvernement sud-africain a procédé à un accroissement massif de sa puissance militaire en Namibie. Un nombre important d'unités militaires, paramilitaires et de police ont été déployées en Namibie en vue d'y renforcer son occupation illégale. Le service militaire obligatoire pour les Namibiens a été institué, ce qui fait que ces derniers sont amenés à prendre les armes contre leurs propres frères namibiens.

Et, comme si cela ne suffisait pas, Pretoria a transformé la Namibie en une base à partir de laquelle il déclenche ses actes d'agression non provoqués contre les pays voisins, notamment contre l'Angola. Ces actes flagrants d'agression non provoqués ont pour effet de déstabiliser la région et de mettre en danger la paix et la sécurité non seulement en Namibie et dans les pays voisins, mais également en Afrique australe et au-delà. C'est pourquoi ma délégation tient à condamner énergiquement une fois de plus les actes d'agression de l'Afrique du Sud. Nous désirons également réaffirmer notre appui aux Etats de première ligne - l'Angola et le Mozambique - dans les efforts légitimes qu'ils déploient pour sauvegarder leur indépendance nationale et leur intégrité territoriale.

M. Shrestha (Népal)

Je voudrais ici qu'il soit pris acte de l'appui accordé par ma délégation à la South West Africa People's Organization (SWAPO) dans sa lutte pour l'accession de la Namibie à l'indépendance. Nous estimons que la SWAPO est le seul représentant du peuple namibien et nous saisissons cette occasion pour rendre hommage aux efforts héroïques réalisés par ses dirigeants en vue d'obtenir coûte que coûte l'indépendance pour leur peuple malgré les terribles difficultés auxquelles ils se heurtent.

L'Afrique du Sud ne cesse de recourir à un prétexte ou à un autre pour faire obstacle à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. A un moment, elle a accusé les Nations Unies de manquer d'impartialité. Ensuite, elle s'est plainte de l'importance des effectifs de l'élément militaire du Groupe de transition des Nations Unies. Pour finir, elle s'efforce de lier le retrait des troupes cubaines d'Angola à la question de l'indépendance namibienne. Ces arguments et le "couplage" ne sont en fin de compte que des stratagèmes visant à empêcher et à retarder l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le retrait des troupes cubaines d'Angola et l'indépendance de la Namibie sont deux questions distinctes. A notre avis, aucune question étrangère ne devrait pouvoir être liée à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le Népal n'a cessé d'appuyer cette résolution comme constituant la seule base d'une solution pacifique de la question namibienne. Nous estimons que la résolution devrait être appliquée sans restriction, sans modification et sans tergiversation.

La question de Namibie est une simple question de décolonisation et devrait être réglée conformément aux dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et compte tenu des résolutions pertinentes des Nations Unies. Les efforts visant à lier le conflit Est-Ouest et d'autres questions à la question de Namibie sont déplorables.

La mise en place d'un "gouvernement provisoire" n'est qu'un nouveau procédé infâme ourdi par l'Afrique du Sud pour maintenir son emprise sur la Namibie par des moyens constitutionnels frauduleux. Je désire rappeler ici que ma délégation a appuyé la résolution du Conseil de sécurité 566 (1985) de juin 1985, laquelle déclare illégale la mise en place de ce "gouvernement provisoire".

L'épuisement rapide des ressources naturelles et marines de la Namibie est un motif de grave préoccupation pour ma délégation. L'exploitation de ces ressources

M. Shrestha (Népal)

par l'Afrique du Sud constitue une violation flagrante du décret No 1 promulgué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Ces ressources sont la propriété inviolable et le patrimoine naturel du peuple de la Namibie, et s'en approprier mettrait en danger la prospérité future du peuple namibien.

Ma délégation s'associe également à la communauté internationale pour dénoncer les efforts tentés par l'Afrique du Sud pour détruire l'intégrité territoriale de la Namibie. Nous sommes fermement d'avis que l'accession de la Namibie à l'indépendance doit être totale et son intégrité demeurer intacte.

Les participants à la réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés qui s'est tenue à New Delhi en 1985, comme les participants à la réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Luanda en septembre 1985, ont condamné le régime raciste de Pretoria pour son occupation illégale de la Namibie et demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures en vue de l'imposition de sanctions généralisées et obligatoires au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Dans son rapport en date du 6 septembre 1985, le Secrétaire général indique clairement que les récents entretiens qu'il a eus avec le Gouvernement sud-africain sur la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) n'ont donné lieu à aucun progrès. L'Afrique du Sud se refuse toujours à abandonner le concept du "couplage". On se rappellera que la résolution 566 (1985) du Conseil de sécurité prévoit l'examen de l'adoption de mesures appropriées au titre de la Charte des Nations Unies, y compris de son Chapitre VII, en vue d'exercer des pressions supplémentaires sur l'Afrique du Sud pour l'amener à se conformer à cette résolution. Il est donc grand temps que le Conseil de sécurité agisse conformément à cette disposition. C'est dans ce contexte que ma délégation a suivi avec une grande attention les délibérations de la réunion que le Conseil de sécurité a tenue récemment sur la question de Namibie. Nous avons fortement espéré que, cette fois, les membres du Conseil de sécurité adopteraient des mesures efficaces en vue de contraindre l'Afrique du Sud à se conformer à la résolution 435 (1978). Le projet de résolution contenu dans le document S/17637 et présenté par les pays non alignés reflétait la position de la majorité des membres de la communauté internationale quant aux mesures à prendre par l'organisme mondial à l'encontre de l'Afrique du Sud. Il est regrettable que la résolution n'ait pas réussi à faire

M. Shrestha (Népal)

l'objet d'un consensus et que, de ce fait, l'objectif envisagé n'ait pas été atteint.

De l'avis de ma délégation, la situation en Namibie en est maintenant à un stade extrêmement grave. Un nouveau retard dans l'adoption de mesures efficaces en vue de régler le problème ne peut qu'avoir une incidence néfaste sur la paix et la sécurité internationales. Nombre des dirigeants qui ont pris la parole devant l'Assemblée ont exprimé en termes clairs la consternation qu'ils ressentent devant l'incapacité du Conseil de sécurité de s'acquitter efficacement de la responsabilité qui lui incombe de régler le problème namibien. En tout état de cause, la recherche collective de la justice, de l'égalité et de la liberté ne devrait pas se laisser paralyser par les actes immoraux et le comportement irresponsable d'un régime raciste tel que celui de l'Afrique du Sud. Enfin, je désire souligner que ma délégation est tout à fait convaincue que des sanctions complètes et obligatoires, universellement et efficacement appliquées, constituent le seul moyen dont dispose la communauté internationale pour contraindre l'Afrique du Sud à se conformer aux décisions et au Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

M. KURODA (Japon) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté diverses résolutions sur la question de Namibie. Les Etats de première ligne, le Groupe de contact, le Secrétaire général des Nations Unies et d'autres parties ont déployé de sérieux efforts pour régler la question; de nombreux pays, dont le mien, ont, de différentes façons, exercé de fortes pressions sur l'Afrique du Sud. Cependant, ce pays continue d'occuper illégalement la Namibie.

L'indépendance de la Namibie doit être réalisée conformément au souhait de ses habitants et doit s'exprimer au moyen d'élections libres organisées sous la surveillance des Nations Unies. A cette fin, les parties concernées doivent appliquer fidèlement la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, seule base internationalement acceptée pour un règlement du problème namibien.

Cependant, tout en assurant la communauté internationale de sa volonté de coopérer à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978), l'Afrique du Sud prend des mesures destinées à empêcher cette mise en oeuvre. Premièrement, elle a mis en avant la prétendue question du "couplage". Selon le Japon, les efforts déployés pour résoudre le problème namibien ne doivent pas être entravés par l'adjonction de questions étrangères à ce problème. Deuxièmement, l'Afrique du Sud, au mépris de l'opinion internationale, a mis en place en Namibie, au mois de juin dernier, ce qu'elle prétend être un gouvernement intérimaire. Mais aucun pays ne saurait prendre pour argent comptant l'assurance donnée par le Gouvernement de l'Afrique du Sud qu'il s'agit en fait d'un mécanisme intérimaire destiné à assurer l'administration interne du territoire jusqu'à ce qu'intervienne un accord sur l'indépendance, acceptable à l'échelon international. Ainsi que mon gouvernement en a informé le Secrétaire général, le Japon considère comme nulles et non avenues toutes mesures prises par le Gouvernement de l'Afrique du Sud et incompatibles avec la résolution 435 (1978). Troisièmement, les actes de l'Afrique du Sud, tels que l'occupation continue d'une partie de l'Angola et les attaques répétées contre ce pays, dont la plus récente a eu lieu en septembre dernier, contribuent à aggraver la situation dans la région, retardant ainsi toujours davantage le règlement de la question de Namibie.

Ma délégation souhaite exprimer sa reconnaissance au Secrétaire général pour la tâche qu'il a accomplie et qui est exposée dans son rapport S/17442. Nous

M. Kuroda (Japon)

regrettons vivement cependant qu'une fois encore il se soit trouvé dans l'obligation de faire savoir au Conseil de sécurité qu'aucun progrès n'avait pu être réalisé au cours de ses récentes discussions avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud en ce qui concerne la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Nous sommes tout à fait d'accord avec la conclusion de ce rapport selon laquelle les attermolements persistants dans la mise en oeuvre du plan des Nations Unies sapent la crédibilité du Gouvernement sud-africain à un moment où le monde observe avec une inquiétude croissante les événements de plus en plus tragiques qui se produisent dans la région.

Comme nul ne l'ignore, le Japon a rompu ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il ne coopère en aucune façon avec ce pays, que ce soit sur les plans militaire ou nucléaire. Il a interdit les investissements directs en Afrique du Sud et a invité les banques du commerce extérieur japonaises et leurs filiales à l'étranger à n'accorder aucun prêt à l'Afrique du Sud. En outre, le Japon, conformément aux différentes résolutions des Nations Unies, continue d'adopter des mesures destinées à réduire les contacts avec les ressortissants sud-africains dans les domaines du sport, de la culture et de l'éducation. Mon gouvernement a également attiré l'attention de toutes les organisations pertinentes et des dirigeants d'entreprises, au Japon, sur le décret No 1 relatif à la protection des ressources naturelles de la Namibie.

Le 9 octobre 1985, compte tenu des événements récents intervenus en Afrique du Sud, le Gouvernement du Japon a annoncé sa décision de prendre, outre celles déjà en vigueur, de nouvelles mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud. Ces mesures comprennent une application plus rigoureuse des lois et règlements en vigueur interdisant l'exportation d'ordinateurs qui pourraient être utilisés dans des secteurs comme ceux des forces armées ou de la police; des efforts de la part de tous les intéressés pour qu'ils mettent volontairement un terme à l'importation de rands et de toutes autres devises en or en provenance d'Afrique du Sud; des efforts pour accroître la coopération du Japon en vue de développer les ressources humaines dans les pays de l'Afrique australe afin de contribuer à l'amélioration des conditions des personnes de race noire dans la région.

Le dialogue entre les parties concernées est essentiel pour aboutir à un règlement pacifique de la question namibienne. Mon gouvernement apprécie vivement

M. Kuroda (Japon)

les efforts diplomatiques déployés par divers pays et espère que ces efforts seront intensifiés pour surmonter les obstacles actuels.

Les premières victimes de cette situation qui se prolonge sont, bien entendu, le peuple namibien placé sous occupation de l'Afrique du Sud, les réfugiés namubiens qui ont été chassés de leur terre natale et les pays voisins qui accueillent ces réfugiés. Le Japon accorde depuis longtemps une aide humanitaire au peuple namibien par l'intermédiaire de fonds et de programmes administrés par les Nations Unies. Le Japon continuera d'agir de la sorte aussi longtemps qu'il sera nécessaire. En outre, lorsque le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) sera mis en place, notre pays coopérera sous différentes formes et, après la réalisation de l'indépendance de la Namibie, il n'épargnera aucun effort pour participer, sur les plans économique et technique, à l'édification de cette nation.

Au cours des derniers mois, de nombreux pays, y compris les Etats-Unis, les Etats membres de la Communauté européenne, les Etats du Commonwealth et le Japon, ont décidé de prendre des nouvelles mesures contre l'Afrique du Sud. La pression se fait toujours plus vive pour que l'Afrique du Sud entende la voix de la communauté internationale. Cet élan doit être maintenu et même accru. Notre objectif cependant doit être l'unité d'action fondée sur le consensus de la communauté internationale des Etats.

A cette fin, ma délégation espère sincèrement que l'Assemblée générale pourra adopter des résolutions qui bénéficieront de l'appui du plus grand nombre possible d'Etats Membres pour transmettre à l'Afrique du Sud un clair et vigoureux message.

M. ABDULLATIF (Oman) (interprétation de l'arabe) : Comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole depuis la catastrophe provoquée par l'éruption volcanique en Colombie, j'exprime au nom de mon gouvernement nos cinères condoléances au peuple et au Gouvernement amis de la Colombie.

Les longs liens historiques qui unissent mon pays au continent africain sont pour nous une source de fierté et de satisfaction. En conséquence, nous ne pouvons que nous préoccuper de la situation en Afrique. Mon pays exprime donc sa solidarité avec les peuples de ce continent qui luttent pour occuper la place qui leur revient dans la communauté des nations.

Mon gouvernement condamne depuis longtemps la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain, qui viole les nobles principes de la loi divine et de la morale de l'homme, et demande le strict respect des résolutions adoptées chaque année par l'Organisation. Si ces résolutions étaient appliquées, la majorité noire africaine recouvrerait son juste droit légitime de vivre dans la liberté et la dignité.

La question de Namibie revêt une grande importance pour mon pays. Nous estimons que cette question est une question de décolonisation qui devrait être réglée sur la base des dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et d'autres résolutions pertinentes des Nations Unies. Décrire autrement la situation reviendrait à vider la question de sa substance, ce qui serait inacceptable et inexcusable.

Nous réaffirmons notre appui à l'exercice par le peuple namibien de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Selon nous, la condition préalable au règlement de ce problème est le prompt arrêt de l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud, sur la base des résolutions des Nations Unies, notamment de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

La communauté internationale doit assumer fermement et sans équivoque ses responsabilités afin de permettre à la Namibie d'accéder pleinement à l'indépendance et maintenir l'intégrité de son territoire, y compris Walvis Bay et les îles au large de ses côtes. La communauté internationale doit catégoriquement rejeter les revendications de l'Afrique du Sud sur Walvis Bay et ces îles, compte tenu des diverses résolutions dans lesquelles l'Assemblée générale affirme que Walvis Bay et ces îles font partie intégrante du territoire namibien et que toutes

M. Abdullatif (Oman)

tentatives faites par l'Afrique du Sud pour s'approprier ces territoires sont nulles et non avenues.

Par ailleurs, une responsabilité directe incombe à la communauté internationale de préserver les ressources naturelles du territoire et de mettre un terme à leur pillage. Ces ressources appartiennent au territoire de la Namibie et à son peuple. Les Nations Unies, en tant qu'Autorité administrante de la Namibie, ont le devoir de protéger ces ressources afin de permettre au peuple namibien de les utiliser après l'indépendance aux fins de l'édification et du développement d'un Etat moderne.

Plus que jamais, la communauté internationale doit imposer sa volonté à l'Afrique du Sud raciste grâce à des mesures concrètes et précises et à tous autres moyens possibles, y compris le boycottage économique total et l'adoption de sanctions obligatoires au titre du Chapitre VII de la Charte, afin de contraindre l'Afrique du Sud à se conformer aux résolutions des Nations Unies, notamment à celles du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Parmi les mesures importantes que pourrait prendre la communauté internationale, figurent celles susceptibles en fin de compte d'affaiblir la capacité militaire, nucléaire et classique, du régime raciste d'Afrique du Sud. L'arrogance et les sentiments de supériorité de l'Afrique du Sud la conduisent à méconnaître intentionnellement et hypocritement les résolutions de la communauté internationale. C'est avec cette même arrogance et ce même sentiment de supériorité que l'Afrique du Sud se livre à la répression barbare du peuple namibien et à des actes de déstabilisation et d'agression contre les Etats africains indépendants de première ligne.

Les politiques et pratiques de l'apartheid ne sont que le reflet de cette arrogance et de ce sentiment de supériorité. Ainsi, il n'est pas surprenant que le peuple namibien résiste par tous les moyens dont il dispose à cette intransigeance, tout comme la population indigène de l'Afrique du Sud résiste au régime minoritaire raciste dans ce pays.

Il serait possible d'affaiblir la capacité militaire de l'Afrique du Sud par un embargo sur la fourniture d'armes classiques. Des efforts doivent être également faits pour prévenir l'acquisition par l'Afrique du Sud de la technologie nucléaire de pointe propre à l'aider à devenir un Etat nucléaire - ceci vaut également pour Israël.

M. Abdullatif (Oman)

Je vais citer la réponse de mon gouvernement à la note verbale du Secrétaire général, distribuée avec le rapport sur la question de Namibie :

"Comme il l'a indiqué clairement en votant pour les résolutions 38/36 A à E de l'Assemblée générale, en date du 1er décembre 1983, le sultanat d'Oman appuie résolument tous les efforts qui sont déployés en vue de trouver une juste solution au problème de Namibie. L'Oman condamne également la politique d'apartheid qui est menée par le Gouvernement sud-africain, lequel est responsable de l'échec des négociations visant à permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance.

Se conformant aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui demandent aux Etats Membres de s'abstenir de coopérer ou de maintenir des relations avec l'Afrique du Sud, le sultanat d'Oman n'a jamais entretenu, à quelque niveau que ce soit, de relations avec ce régime." (A/40/687/Add.1, p. 2)

M. Abdullatif (Oman)

Ma délégation tient à souligner que l'Organisation des Nations Unies est investie d'une responsabilité directe envers la Namibie conformément aux résolutions 2145 (XXI), en date du 27 octobre 1966, et 2248 (S-V), en date du 19 mai 1967, de l'Assemblée générale. Ma délégation tient à réaffirmer que le peuple namibien doit exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance dans une Namibie unie et que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud est, aux termes de la résolution 3314 (XXIX), en date du 14 décembre 1974, un acte d'agression. Nous estimons que le Gouvernement sud-africain est directement responsable de l'échec de tous les efforts déployés tant au sein des Nations Unies qu'en dehors, y compris de l'échec des négociations qui se sont déroulées dans le cadre des conférences tenues à Lusaka et au Cap-Vert sur la question de Namibie.

Les nouvelles méthodes employées par l'Afrique du Sud, telles que la mise en place du prétendu gouvernement provisoire à Windhoek, déclarée nulle et non avenue par le Conseil de sécurité, visent à passer outre aux résolutions des Nations Unies et à faire obstacle aux négociations, et constituent un stratagème pour perpétuer un régime fondé sur la répression du peuple namibien, l'occupation de la Namibie et l'exploitation des ressources naturelles de ce territoire.

Ma délégation estime que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité doit être appliquée. Nous regrettons que cette résolution n'ait pas été mise en oeuvre. Les retards apportés à l'application de cette résolution ne peuvent que prolonger les souffrances du peuple namibien, causer de plus grandes effusions de sang et mettre en danger la paix et la sécurité non seulement sur le continent africain mais dans l'ensemble du monde.

Pour terminer, nous attendons avec impatience le jour où le peuple namibien sera en mesure d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Nous espérons que ce jour viendra dans un avenir proche. Nous sommes sûrs que le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi que le rôle joué par le Secrétaire général conformément aux résolutions pertinentes permettront au peuple namibien de concrétiser leurs aspirations à l'indépendance et à la liberté.

M. KOR BUN HENG (Kampuchea démocratique) : En cette année commémorative du quarantième anniversaire des Nations Unies et du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les chefs d'Etat ou de gouvernement, les envoyés spéciaux et les chefs de délégation des Etats Membres de notre organisation sont venus à cette tribune pour faire le bilan de ces années passées. Le peuple namibien a, lui aussi, j'en suis convaincu, fait le bilan de ces années. A cet égard, qu'il me soit permis de citer ici un éminent leader du peuple namibien qui, lors de la réunion du Conseil de sécurité tenue la semaine dernière, disait :

"Il y a 40 ans, lorsque les Nations Unies ont été créées, il était déjà trop tard pour notre indépendance. Il y a 25 ans, lorsque la fameuse Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été adoptée, il était déjà trop tard. L'an prochain - en 1986 -, cela fera 20 ans qu'il a été mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie; il est déjà trop tard. Il y a plus de sept ans, le Conseil de sécurité a adopté le plan des Nations Unies pour la Namibie contenu dans la résolution 435 (1978); il est déjà trop tard. Le retard est devenu intolérable et, une fois encore, nous disons : en voilà assez!" (S/PV.2624, p. 28/30)*

Tel est le bilan fait par un peuple assujetti, un peuple qui a vécu et combattu pendant un siècle contre le colonialisme, un peuple qui, aujourd'hui, continue à souffrir sous le joug de l'occupation de l'Afrique du Sud raciste. Ce bilan est fait par M. Ancimba Toivo ja Toivo, secrétaire général de la South West Africa People's Organization (SWAPO).

C'est un bilan d'amertume, mais il reflète une vérité criante. En effet, si, depuis l'adoption de la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, plus de 50 pays ont accédé à l'indépendance et sont venus grossir les rangs de notre organisation, force nous est de reconnaître que la Namibie demeure sous l'occupation de l'Afrique du Sud.

A chaque fois que nous discutons de la question de Namibie - question inscrite à l'ordre du jour de notre assemblée depuis sa session de 1946 -, nous nous accordons à dire que la communauté internationale est unanime sur deux points :

* M. Bouziri (Tunisie), vice-président, assume la présidence.

M. Kor Bun Heng (Kampuchea démocratique)

premièrement, le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance, dans une Namibie unie, conformément à la Charte des Nations Unies et tel qu'il est reconnu par la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et la résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966 qui a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud en Namibie et placé la Namibie sous la responsabilité directe des Nations Unies; deuxièmement, l'illégalité de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud.

Quelle est la solution du problème? Ici aussi la réponse est unanime. On ne répète jamais assez que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité demeure la seule base internationalement acceptée pour un règlement pacifique du problème namibien.

Pourtant, sept années se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution. Au cours de ces sept années, le régime raciste de Pretoria a soulevé un prétexte après l'autre, dressé un obstacle après l'autre, invoqué toutes sortes d'excuses, toujours dans le but de ne pas mettre en oeuvre cette résolution.

C'est dans l'esprit de saboter la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie que les autorités de Pretoria ont déclaré établir un soi-disant gouvernement provisoire en Namibie en juin dernier. Mon gouvernement s'est joint à la communauté internationale pour condamner et rejeter ce soi-disant gouvernement provisoire. Le Conseil de sécurité, d'abord par la déclaration de son président en date du 3 mai 1985 et, ensuite, par la résolution 566 (1985), a déclaré sans équivoque que cette action du régime de Pretoria est illégale, nulle et non avenue.

M. Kor Bun Heng (Kampuchea démocratique)

Notre assemblée et le Conseil de sécurité ont confirmé depuis 1983 que toutes les questions en suspens liées à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité ont été résolues, sauf celle du choix du système électoral. A la veille de la réunion du Conseil de sécurité, la semaine dernière, les hommes de main de l'Afrique du Sud à Windhoek ont déclaré qu'ils optent pour le système de représentation proportionnelle. Les autorités de Pretoria ont dit qu'elles acceptent ce choix. Devons-nous donc conclure que la voie menant vers la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie est ouverte? Certes, non, car le régime raciste a présenté ce choix du système électoral assorti d'autres conditions qui sont inacceptables aux membres du Conseil de sécurité.

Il serait peut-être utile de rappeler que notre assemblée et le Conseil de sécurité ont, dans le passé, fait clairement savoir à plusieurs reprises que l'indépendance de la Namibie ne doit pas être subordonnée au règlement de questions étrangères à celles dont traite la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

Il est par ailleurs à remarquer que le régime raciste, quand il a présenté son choix du système électoral, a tenté aussi de faire reconnaître son soi-disant gouvernement provisoire à Winhoek auquel le Conseil de sécurité et la communauté internationale ont refusé d'accorder une quelconque légitimité.

Les excuses et les actes des autorités racistes de l'Afrique du Sud depuis 1978 montrent clairement qu'elles ne veulent toujours pas permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Parallèlement à l'intensification de la répression brutale et sanglante en Afrique du Sud depuis l'imposition de l'état d'urgence, le régime raciste a renforcé sa mainmise en Namibie par la multiplication et l'intensification des mesures d'intimidation, des arrestations, détentions et tortures contre les adversaires de l'apartheid, et surtout les membres de la SWAPO. En outre, les forces armées d'occupation sud-africaines en Namibie, qui s'élèvent à plus de 100 000 hommes, ont imposé la conscription militaire obligatoire à tous les Namibiens âgés de 17 à 55 ans, les forçant ainsi à servir dans l'armée d'occupation et à combattre contre leurs frères namibiens. Ce sont là des mesures qui reflètent les difficultés croissantes et l'impasse auxquelles les agresseurs et occupants étrangers se heurtent partout, que ce soit en Namibie, en Afghanistan ou au Kampuchea actuellement.

M. Kor Bun Heng (Kampuchea démocratique)

Par ailleurs, le régime raciste continue à se servir du territoire namibien pour lancer des actes d'agression contre les Etats voisins. Ce qui fait que la situation en Afrique australe demeure très grave et représente une menace grandissante pour la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde.

Enfin, il convient de rappeler que les autorités de Pretoria continuent de piller les ressources naturelles de la Namibie en violation flagrante du décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et des résolutions et décisions des Nations Unies.

Face à cette intransigeance et à ce défi arrogant du régime raciste de Pretoria qui refuse de mettre en oeuvre la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, le peuple namibien n'a pas d'autre choix que de poursuivre, sous la direction de la SWAPO, son seul et authentique représentant, sa lutte sur tous les fronts, y compris la lutte armée. La communauté internationale se doit de renforcer son soutien moral et matériel à cette lutte. Il est réconfortant de constater que notre assemblée demeure toujours vigilante quant au sort de la Namibie et de son peuple.

Le Conseil de sécurité, qui est l'organe principal du maintien de la paix et de la sécurité internationales et qui a la responsabilité spéciale de faire appliquer ses propres résolutions, s'est réuni par deux fois cette année pour examiner la mise en application de la résolution 435 (1978). Avec la participation de plusieurs ministres africains lors de sa réunion en juin dernier, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 566 (1985), qui représente un projet substantiel en ce sens qu'elle a demandé aux Etats Membres des Nations Unies de prendre volontairement des mesures sélectives contre l'Afrique du Sud, en attendant l'adoption des mesures appropriées en application de la Charte, y compris le Chapitre VII, au cas où l'Afrique du Sud refuserait de coopérer avec le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations Unies en vue d'appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

A cet égard, il est encourageant que les pays occidentaux aient pris des mesures unilatérales ou collectives pour faire pression contre l'Afrique du Sud. C'est dans le même sens que nous accueillons avec encouragement les mesures adoptées lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Nassau aux Bahamas, le mois dernier, mesures contenues dans le document des Nations Unies A/40/817. Toutes ces mesures, qui gagneraient à être plus énergiques, jointes à

M. Kor Bun Heng (Kampuchea démocratique)

une aide morale, matérielle et diplomatique accrue à la juste lutte du peuple namibien, sauront certainement, de l'avis de ma délégation, amener le régime de Pretoria à la raison.

Nous comprenons parfaitement l'amertume, la colère, le découragement et l'impatience des pays africains, et surtout du peuple namibien. Car on leur a toujours demandé d'attendre. Ils ont attendu trop longtemps. Chaque jour qui passe ne fait que plonger davantage le peuple namibien dans des souffrances indicibles. Qu'il me soit permis de citer ici le Président de la SWAPO, le Dr Sam Nujoma, qui, lors de son intervention devant le Conseil de sécurité le 10 juin dernier, posait ces questions :

"Combien d'autres Namibiens devront-ils encore tomber sous le feu des brigades meurtrières du régime raciste de Pretoria? Combien d'innocents bébés auront-ils encore la vie fauchée par la pauvreté et la maladie auxquelles les condamne le système colonial? Combien de temps encore des mères et des pères verront-ils leurs fils enrôlés de force dans l'armée coloniale d'occupation et leurs enfants soumis à l'arrestation, à l'emprisonnement et à la torture arbitraires? Combien d'enfants encore devront devenir orphelins? Combien d'autres patriotes namibiens devront encore disparaître dans la nuit du terrorisme d'Etat sans qu'on n'entende plus jamais parler d'eux? Combien de maisons, combien de villages habités par des Namibiens devront encore être détruits, des Namibiens dont le seul crime est de réclamer la liberté? Combien de temps encore dureront le viol et le pillage de notre pays et de ses ressources? Pendant combien de temps encore devrons-nous écouter les appels répétés à la patience? Jusqu'à quand permettra-t-on au régime de l'apartheid de défier les résolutions des Nations Unies?" Et il a ajouté : "Le moment n'est-il pas venu, ..., de déclarer : 'En voilà assez'?" (S/PV.2583, p. 66)

Le peuple du Kampuchea qui se voit obligé de mener la lutte contre l'invasion et l'occupation étrangères que tout le monde connaît, est en mesure de comprendre parfaitement les souffrances du peuple namibien. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer au nom du peuple du Kampuchea et du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, notre solidarité fraternelle et notre soutien indéfectible à la lutte du peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, jusqu'à l'indépendance totale de la Namibie. Je voudrais aussi féliciter chaleureusement

M. Kor Bun Heng (Kampuchea démocratique)

la SWAPO qui célèbre cette année aussi le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation, et qui a toujours fait preuve de souplesse et d'esprit d'accommodement dans l'application du Plan des Nations Unies pour la Namibie.

Au nom de ma délégation, je voudrais rendre hommage au Conseil des Nations Unies pour la Namibie qui continue de jouer un rôle de premier plan pour mobiliser l'opinion publique mondiale en vue d'isoler et faire pression sur l'Afrique du Sud et pour défendre la lutte légitime du peuple namibien. Le Président par intérim du Conseil, S. Exc. l'ambassadeur Noël Sinclair, du Guyana, mérite nos félicitations et remerciements pour son dévouement à la cause de l'indépendance de la Namibie.

Je voudrais, enfin, exprimer notre gratitude au Secrétaire général des Nations Unies, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour ses efforts continus en vue de mettre en oeuvre le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie.

M. TURKMEN (Turquie) : Le débat qui se déroule au sein de cette Assemblée traduit une nouvelle fois l'inquiétude toujours grandissante des Etats Membres devant la détérioration constante de la situation en Namibie et l'impossibilité de mettre en application de façon urgente, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

L'indépendance de la Namibie est une question qui figure à l'ordre du jour des Nations Unies depuis que celles-ci existent. Il est vrai que d'autres problèmes qui attendent encore d'être résolus préoccupent également les Nations Unies depuis leur création. Mais le problème namibien présente une caractéristique exceptionnelle. Depuis que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud en 1966, la Namibie a été placée sous la responsabilité directe des Nations Unies. L'Organisation a donc une obligation particulière à l'égard de la Namibie et, au moment où nous dressons un bilan à l'occasion du quarantième anniversaire de notre organisation, force est bien de constater que l'Organisation n'a pas été en mesure de remplir cet engagement durant les 20 dernières années.

Il est clair qu'il ne peut y avoir de stabilité ni de relations pacifiques en Afrique australe tant que le peuple namibien ne jouira pas de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans l'intégralité de son territoire.

Les délibérations de notre assemblée mettent en lumière toute la gravité de la situation existant en Namibie. L'occupation illégale, l'exploitation économique et la répression du peuple namibien caractérisent depuis des années la situation dans le territoire. L'Afrique du Sud non seulement continue de maintenir sa présence en Namibie, mais elle poursuit, comme ce fut le cas au mois de juin dernier, ses activités militaires au-delà des frontières de la Namibie et jusque dans les pays voisins.

Mais ce qui retient en priorité notre attention, c'est l'important développement dans le domaine politique. Le 17 juin, l'Afrique du Sud a installé en Namibie un gouvernement intérimaire par le truchement d'une prétendue Conférence multipartite. Pretoria s'est efforcé ainsi une nouvelle fois d'imposer à la Namibie une "solution interne" consistant à mettre en place une administration fantoche qui lui serait inféodée. Avec cette décision, l'Afrique du Sud s'est détournée en fait complètement de tout processus de négociation pour revenir, comme

M. Türkmen (Turquie)

elle l'a déjà fait auparavant, à la politique du fait accompli. Cette attitude est d'ailleurs conforme à une politique de dualité que l'Afrique du Sud a poursuivie jusqu'à présent. Elle consiste, d'une part, à faire preuve d'un semblant d'intérêt à l'égard d'un règlement négocié et, d'autre part, à faire obstacle aux chances de progrès pour une solution réelle. Les efforts diplomatiques, contribuant en 1984 à la naissance d'une conjoncture favorable, semblent malheureusement avoir débouché sur une impasse durant l'année en cours. Les tergiversations actuelles, l'attitude de retranchement et les manipulations politiques de l'Afrique du Sud ne témoignent nullement de sa disposition à accepter une transition pacifique vers l'indépendance. L'activité militaire que ce pays a déployée récemment à l'encontre de ses voisins montre à quel point il est prêt à défier la communauté internationale dans la pratique de sa politique arrogante.

Les débats du dernier Conseil de sécurité ont montré une fois encore qu'il existe un consensus au sein de la communauté internationale sur toutes les questions fondamentales afférentes à l'indépendance de la Namibie. Nous savons désormais que toutes les dispositions de la résolution 435 (1978) ont été acceptées. Cependant, la valeur de la communication qui a été faite au Conseil par l'Afrique du Sud à propos du système électoral a été réduite à néant dans la mesure où ce pays n'a cessé d'avancer des conditions préalables. L'Afrique du Sud a essayé une fois encore de détourner l'attention internationale du problème fondamental que constitue l'accession de la Namibie à l'indépendance.

La Turquie, qui condamne avec énergie toute les tactiques dilatoires de l'Afrique du Sud visant à retarder l'indépendance de la Namibie, regrette que le Conseil de sécurité n'ait pu à l'unanimité transmettre à l'occasion de sa récente réunion un message ferme et clair concernant sa détermination d'assurer l'application de ses décisions. Quoi qu'il en soit, la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui énonce le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, reste la seule base universellement acceptable d'un règlement pacifique de la question namibienne. L'Afrique du Sud doit se conformer à l'esprit et à la lettre de la résolution 435 (1978) et cesser d'introduire des préalables ou des questions étrangères au problème dans le processus de négociation qui doit porter exclusivement sur l'application du plan des Nations Unies. Après les délibérations

M. Türkmen (Turquie)

du Conseil de sécurité, nous sommes heureux de constater que la grande majorité des membres de ce conseil rejettent toute tentative de couplage entre la question de la Namibie et des questions qui sont totalement étrangères aux objectifs de la résolution 435 (1978) du Conseil. Le problème de la Namibie est intrinsèquement un problème de décolonisation et les efforts tentés pour lui injecter d'autres éléments qui peuvent retarder indéfiniment une solution devraient cesser.

J'aimerais réaffirmer à cette occasion à quel point mon gouvernement apprécie les efforts que ne cesse de déployer le Secrétaire général pour la recherche d'une solution pacifique. Le dernier rapport du Secrétaire général reflète toute l'intransigeance et la mauvaise volonté de l'Afrique du Sud et son refus de coopérer en vue d'une solution définitive. Il n'est pas douteux que l'objectif de l'Afrique du Sud consiste à faire obstacle à la demande de mise en oeuvre du plan des Nations Unies, à empêcher la SWAPO - que l'Assemblée générale a reconnue comme étant le seul et authentique représentant du peuple namibien - de jouer le rôle qui lui revient dans le processus d'autodétermination et à continuer de mettre le monde devant un fait accompli.

Tant qu'on ne fera rien pour mettre fin à cette politique de l'Afrique du Sud, l'Afrique australe ne pourra jouir d'une paix juste et durable, ce qui aura pour effet d'exacerber les tensions, avec les graves conséquences que cela sous-entend pour les peuples de la région.

Nous sommes d'avis que la communauté internationale doit exercer une pression accrue sur le régime sud-africain, surtout à un moment où l'opinion publique internationale est sensibilisée plus que jamais sur la politique d'apartheid et la répression brutale qui sévit en Afrique du Sud. Mon gouvernement estime que les mesures actuellement en vigueur contre l'Afrique du Sud, qui refuse d'appliquer le plan des Nations Unies, devraient être renforcées et que des mesures effectives supplémentaires devraient être envisagées. Les lourdes conséquences de la prolongation et de l'aggravation de la situation actuelle, ainsi que le refus de l'Afrique du Sud de coopérer exigent l'adoption de mesures décisives et urgentes, y compris celles prévues au Chapitre VII de la Charte.

Durant la présente phase si critique de ce problème, les travaux du Conseil des Nations Unies pour la Namibie revêtent une importance et une urgence accrues.

M. Türkmen (Turquie)

En tant que membre fondateur de ce Conseil, la Turquie appuie fermement tous les efforts déployés par le Conseil en vue de s'acquitter des responsabilités qui lui ont été confiées comme autorité administrante légale de la Namibie.

Mon gouvernement souscrit à la ligne principale du Programme d'action adopté lors des réunions plénières extraordinaires du Conseil tenues à Vienne du 3 au 7 juin 1985. Nous apprécions particulièrement les décisions prises en vue de la protection de l'ensemble des ressources naturelles de la Namibie. Le Conseil doit continuer de mettre tout en oeuvre pour maintenir la question de Namibie au premier plan de l'attention internationale. Nous sommes persuadés que le Conseil, comme il l'a d'ailleurs fait jusqu'à présent, sera en mesure de mobiliser davantage l'opinion publique internationale qui est animée de plus en plus par une opposition et une indignation générales contre l'abominable pratique de l'apartheid et la politique suivie par l'Afrique du Sud.

Pour conclure, je voudrais réitérer l'appui sans réserve du Gouvernement turc aux efforts déployés par les Nations Unies au nom de la Namibie et du peuple namibien pour assurer l'indépendance totale, l'intégrité territoriale absolue de la Namibie.

Alors que nous célébrons le quarantième anniversaire des Nations Unies et le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la crédibilité de notre organisation dépendra en grande partie de la réalisation de l'indépendance de la Namibie.

M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) (interprétation du russe) : L'Organisation des Nations Unies a vigoureusement condamné, dans ses décisions, l'occupation coloniale illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Cependant, bien que les Nations Unies aient exigé que l'Afrique du Sud libère inconditionnellement la Namibie, les racistes de Pretoria soumettent le peuple namibien, depuis de nombreuses années, à une terreur et une répression cruelles, pour étouffer ses aspirations à la liberté et à l'indépendance. Le régime raciste de l'Afrique du Sud a étendu son système inhumain de l'apartheid à ce pays et fait de la Namibie une annexe fournisseur de matières premières de l'économie sud-africaine; en outre, avec les monopoles étrangers, elle pille impitoyablement les ressources naturelles de la Namibie.

Les occupants tirent également parti du facteur géopolitique. L'Afrique du Sud a fait de la Namibie, qui souffre depuis très longtemps, un bastion stratégique et militaire avancé dans le nord du pays, d'où elle peut lancer ses actes de subversion et d'agression contre les Etats africains indépendants voisins.

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré à maintes reprises que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud, en violation des décisions des Nations Unies, constitue en elle-même un acte d'agression contre le peuple namibien et représente une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Le régime raciste fait constamment preuve de sa nature agressive; parlant hypocritement de la prétendue nécessité de pacifier le sud de l'Afrique, Pretoria en fait poursuit ses tentatives en vue de déstabiliser l'Angola, le Botswana et le Mozambique. La menace que fait peser l'Afrique du Sud sur les Etats de première ligne et celle que constitue le territoire illégalement occupé n'ont pas diminué, mais se sont bien au contraire accrues.

Les Nations Unies, directement responsables du sort de la Namibie et de sa décolonisation, ont défini depuis longtemps dans des décisions, notamment dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, les moyens appropriés de favoriser la transition de la Namibie vers un développement indépendant et autonome. Cependant, comme il est dit dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies du 6 septembre dernier (document S/17442), aucun progrès n'a été réalisé dans l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité du fait de l'attitude négative adoptée par l'Afrique du Sud.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

En outre, le Secrétaire général a souligné que :

"ces difficultés avaient été aggravées et amplifiées par la décision récemment prise par l'Afrique du Sud de mettre en place un gouvernement intérimaire en Namibie." (S/17442, par. 9).

Il est évident que le régime de Pretoria veut imposer, par le truchement du plan de règlement interne bien connu, une solution néo-colonialiste en Namibie.

Récemment, les racistes sud-africains, avec le prétendu gouvernement intérimaire de Namibie, dont la création a été déclarée illégale, nulle et non avenue par le Conseil de sécurité, a présenté un plan pour la tenue d'élections dans le but évident de fausser la volonté du peuple namibien. Pretoria s'efforce, par le mensonge et en empruntant l'escalier de service, de porter ses propres fantoches au pouvoir et d'empêcher l'accès à l'administration du pays de la South West Africa People's Organization (SWAPO), qui mène une longue lutte contre le joug des colonialistes et des racistes et qui est reconnue par les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des non-alignés comme seul représentant authentique du peuple namibien.

La responsabilité de cette politique dilatoire et de ces manoeuvres repose également sur les milieux impérialistes qui coopèrent activement avec l'Afrique du Sud. Les tentatives faites pour régler le problème namibien en coulisse par des manoeuvres, en tournant les décisions des Nations Unies, caractérisent le jeu diplomatique que poursuivent depuis de nombreuses années certains pays occidentaux et Pretoria. Les Etats-Unis, certains de leurs alliés de l'OTAN et l'Afrique du Sud, par leur entreprise commune, minent toutes les démarches entreprises par les Nations Unies, les pays non alignés et les Etats de première ligne pour aboutir à un règlement juste et pacifique des conflits dans ce foyer de conflit de la planète. En fait, ils jouent un rôle central dans les manoeuvres des seigneurs du régime raciste, en leur suggérant comment coupler des problèmes étrangers l'un à l'autre et comment couvrir les actes répréhensibles de Pretoria du manteau de la liberté et de la démocratie. Leur désir de remplacer l'octroi d'une véritable liberté et indépendance à la Namibie par la variante néo-colonialiste ainsi que le large appui accordé par les Etats-Unis, d'autres pays occidentaux et Israël à l'Afrique du Sud, dans les domaines politique, économique, militaire et nucléaire, expliquent la raison pour laquelle les décisions des Nations Unies relatives à la Namibie restent lettre morte.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

A la fin de la semaine dernière, durant l'examen de la question de la Namibie, au Conseil de sécurité, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont recouru au veto pour bloquer l'adoption d'un projet de résolution prévoyant l'imposition de sanctions sélectives obligatoires contre l'Afrique du Sud. Tout en condamnant en paroles la politique du régime de Pretoria et en militant pour la décolonisation de la Namibie, ces pays ont démontré dans les faits leur appui inébranlable à ce régime et leur volonté de conserver avec son aide le dernier bastion du colonialisme sur le continent africain. La République socialiste soviétique d'Ukraine, en tant que membre du Conseil de sécurité, a voté pour le projet de résolution présenté par les pays non alignés au Conseil.

La République socialiste soviétique d'Ukraine condamne vigoureusement la politique d'"engagement constructif" avec le régime raciste de Pretoria et la volonté de certains pays occidentaux et Israël de maintenir des relations étroites avec l'Afrique du Sud. Une telle politique conduit objectivement à l'intensification de la répression raciste, à la recrudescence des actes d'agression contre les Etats africains indépendants et au sabotage des efforts internationaux déployés dans la lutte pour l'octroi de l'indépendance à la Namibie. Les événements de l'an dernier, la répression sanglante en Afrique du Sud, les actes d'agression et de subversion perpétrés contre l'Angola, le Botswana et d'autres pays, l'évolution de la situation en Namibie en fournissent indubitablement la preuve.

La République socialiste soviétique d'Ukraine partage entièrement la préoccupation au sujet de la Namibie exprimée dans la Déclaration adoptée par la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue récemment à Luanda. Nous sommes d'accord sur l'évaluation de la situation et sur les raisons pour lesquelles la Namibie n'a pas encore accédé à l'indépendance. Nous condamnons vivement et rejetons les faux-fuyants et les manoeuvres du régime d'Afrique du Sud, destinés à perpétuer son occupation illégale de la Namibie, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, notamment la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dont nous célébrons cette année le vingt-cinquième anniversaire.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

A notre avis, il est grand temps de prendre des mesures efficaces contre l'Afrique du Sud pour forcer le régime de Pretoria à octroyer à la Namibie une indépendance véritable et à renoncer au système d'apartheid. Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, M. Kravets, dans son intervention dans le débat général :

"La RSS d'Ukraine estime qu'il faut agir de toute urgence pour que le Conseil de sécurité prenne des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Ce n'est qu'en prenant des mesures décisives que nous pourrions obliger les racistes à cesser leurs actes d'agression contre l'Angola et les autres Etats africains, à se conformer aux décisions adoptées par les Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance à la Namibie et à mettre fin au système éhonté de l'apartheid." (A/40/PV.22, p. 36)

Pour cela, il faut faire échec à la politique obstructionniste de certains pays occidentaux. La République socialiste soviétique d'Ukraine se prononce pour la réalisation par le peuple namibien de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance sur tout son territoire, y compris Walvis Bay et les îles côtières et pour le transfert de la totalité du pouvoir au peuple de Namibie et à son représentant, la SWAPO. S'inspirant de cette position de principe, la République socialiste d'Ukraine appuiera à l'avenir la lutte du peuple de Namibie, sous la direction de la SWAPO, pour son indépendance.

Nous appuyons aussi les efforts déployés par les Etats non alignés, notamment les pays africains, pour un juste règlement de la question de Namibie, conformément aux résolutions et décisions des Nations Unies. A cet égard, nous appuyons pleinement le projet de résolution qui figure dans le document A/40/24.

Pour terminer, je voudrais dire que nous appuyons les activités du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui fait beaucoup pour le peuple namibien dans sa lutte pour l'indépendance.

M. KASEMSRI (Thaïlande) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, l'Assemblée générale examine le point de l'ordre du jour intitulé : "Question de Namibie", qui constitue une combinaison unique de colonialisme, de racisme institutionnalisé, d'occupation étrangère, de domination étrangère, d'exploitation économique et d'agression internationale, et retient l'attention de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création.

M. Kasemsri (Thaïlande)

Sept années se sont écoulées depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 435 (1978), qui contient le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie; de nombreuses résolutions, déclarations et programmes d'action ont été adoptés chaque année par l'ONU et par d'autres organes connexes sur la question de Namibie. Néanmoins, nous notons avec une grave préoccupation que la situation en Namibie reste à ce jour inchangée. Le peuple namibien continue de lutter dans sa recherche de la liberté et de l'indépendance. Cette situation découle sans aucun doute de l'intransigeance de l'Afrique du Sud et de son insistance arrogante sur des conditions préalables non pertinentes et inacceptables.

Il n'est donc pas surprenant que le Secrétaire général ait souligné dans son rapport au Conseil de sécurité du 6 septembre dernier qu'il n'y a pas eu de progrès dans les consultations qu'il a eues avec le régime de Pretoria en raison des conditions préalables que celui-ci pose à la mise en oeuvre des résolutions 435 (1978) et 566 (1985) du Conseil de sécurité. Avant que la situation ne s'aggrave davantage, nous avons donc la tâche urgente de rechercher tous les moyens possibles de faire accéder le peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance véritables.

A la réunion du Conseil de sécurité, la semaine dernière, ma délégation a eu l'occasion de réaffirmer une fois de plus notre plein appui à la mise en oeuvre des résolutions 435 (1978) et 566 (1985) du Conseil de sécurité sur la question de Namibie. Après avoir étudié le rapport du Secrétaire général et écouté le représentant du régime illégal, ma délégation note avec une grave préoccupation que Pretoria continue à user de faux-fuyants et de soumettre l'application du plan des Nations Unies à diverses conditions préalables et stratagèmes politiques. Le régime raciste sud-africain continue à user de subterfuges, par exemple la prétendue "multi-party Conference" et le prétendu gouvernement provisoire en Namibie, au mépris des résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies, en particulier des résolutions 435 (1978) et 566 (1985).

Alors que le régime de Pretoria a soulevé à nouveau la question de l'"impartialité" des Nations Unies, il fait preuve d'un manque total de bonne foi ou de respect des principes fondamentaux. En outre, il a renouvelé la condition préalable du "couplage" de la question de Namibie et de la question extrinsèque de la présence des troupes cubaines en Angola. Cette tentative vise à tromper la communauté internationale et à retarder davantage l'application de la résolution 435 (1978), et elle a été généralement condamnée. Néanmoins, on ne peut qu'espérer

M. Kasemsri (Thaïlande)

que la dernière démarche de Pretoria signifie que le régime raciste modifiera son attitude et s'attaquera aux réalités.

Bien que le Conseil de sécurité n'ait pu, la semaine dernière, adopter une résolution par laquelle il aurait décidé, entre autres mesures, d'imposer des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte, ma délégation estime qu'aujourd'hui la prise de conscience de l'opinion publique internationale à l'égard de la situation en Namibie et en Afrique du Sud augmente rapidement. Il n'est pas possible pour le régime de Pretoria de cacher ses actions illégales au monde. Telles sont les réalités actuelles. Le meilleur choix pour le régime de Pretoria est donc d'appliquer les résolutions pertinentes des Nations Unies sans plus de retard.

Par conséquent, la Thaïlande, en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité, s'est associée à la communauté internationale pour condamner les tactiques dilatoires de Pretoria. En outre, nous condamnons vigoureusement le régime de l'apartheid pour avoir mis en place le prétendu gouvernement provisoire en Namibie; nous dénonçons vigoureusement cette manoeuvre comme étant nulle et non avenue. Toute décision prise par le prétendu gouvernement provisoire sera considérée d'emblée par ma délégation comme étant nulle et non avenue, et quelle que soit la suite de cette décision, nous la considérerons comme illégale. Ma délégation estime que ces actes odieux ne feront qu'aggraver la situation et prolonger ce qui est déjà l'agonie du peuple namibien. Nous sommes fermement convaincus que le plan des Nations Unies, tel qu'il figure dans la résolution 435 (1978), est toujours la seule base d'un règlement pacifique de la question. Son application inconditionnelle et sans plus de retard par l'Afrique du Sud est indispensable pour assurer la solution prompte et pacifique de ce problème.

Ma délégation dénonce également le régime de Pretoria pour son insistance sur le "couplage" de la question de Namibie et de la question extrinsèque des troupes cubaines en Angola. En outre, nous condamnons vigoureusement le fait que l'Afrique du Sud continue à utiliser le territoire namibien pour lancer des attaques militaires et des incursions contre les Etats voisins, telles que l'invasion récente de l'Angola et du Botswana. A tous égards, ce "couplage" ne sert qu'à retarder l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et doit être considéré comme contribuant à l'absence de stabilité dans la région de l'Afrique australe ainsi que constituant une menace à la paix et à la sécurité internationales.

M. Kasemsri (Thaïlande)

Ma délégation partage également la profonde préoccupation de la communauté internationale devant l'épuisement rapide et injustifié des ressources naturelles et des richesses de la Namibie en contravention du décret No 1 promulgué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie. L'exploitation illégale des ressources naturelles de la Namibie constitue l'un des obstacles à la réalisation d'une solution pacifique, ainsi qu'à l'objectif longuement chéri de l'indépendance de la Namibie. Il faut donc y mettre promptement fin et prévoir une indemnisation juste et appropriée.

En bref, la position de ma délégation en ce qui concerne la question de Namibie est claire et cohérente. La Thaïlande continue à appuyer le peuple namibien dans ses efforts pour obtenir sa souveraineté et son indépendance dans une Namibie unie sous la direction de son seul représentant authentique et légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO). Nous sommes fermement convaincus que le Plan des Nations Unies pour l'indépendance doit être mis en oeuvre afin que la paix et la stabilité soient rétablies dans la région. Pour les raisons susmentionnées, ma délégation, en conséquence, continue, tant au Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée générale, à voter en faveur de cette question importante. En outre, la Thaïlande a constamment respecté toutes les résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies. Ainsi, la Thaïlande a cessé toutes relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et, depuis le 28 juillet 1978, impose volontairement un embargo sur le commerce avec l'Afrique du Sud.

La délégation thaïe, à ce stade, tient à s'associer au consensus qui s'est dégagé au sein du Comité spécial des Vingt-Quatre à la session extraordinaire tenue à Tunis en mai dernier à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et pays coloniaux, et à la Déclaration et au Programme d'action adoptés par les réunions plénières extraordinaires du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui se sont tenues à Vienne en juin de cette année, ainsi qu'aux résolutions adoptées lors de la Réunion ministérielle extraordinaire des pays non alignés, tenue récemment à Luanda.

En terminant, ma délégation tient à affirmer à nouveau que la Thaïlande se rangera aux côtés du Groupe des Etats africains sur cette question afin d'assurer la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies et l'accession du peuple namibien à une liberté et à une indépendance authentiques.

M. TURBANSKI (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle important et méritoire dans le domaine de la décolonisation. Le fait que, au cours des 40 années d'existence de notre organisation, environ 100 Etats ont réalisé leur indépendance se passe de commentaires. Cependant, malgré tous les progrès dans ce domaine, notre tâche n'est pas encore terminée, le colonialisme n'a pas encore été totalement éliminé. Je parle ici des trois millions de personnes qui continuent de vivre sous le régime colonial. Je parle notamment du peuple opprimé de la Namibie.

La question de Namibie reste inscrite à l'ordre du jour de chaque session de l'Assemblée générale depuis 1946. Elle a fait l'objet de plus de cent résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Dix-neuf années se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le territoire, 14 années depuis que le Conseil de sécurité a confirmé pour la première fois le caractère illégal de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et sept années depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 435 (1978). Au cours de toutes ces années, l'attitude de défi de l'Afrique du Sud à l'égard des Nations Unies ne s'est guère modifiée. L'occupation continue, par le régime raciste, de la Namibie, malgré les résolutions des Nations Unies, le pillage des ressources naturelles et humaines de la Namibie, ainsi que les violations flagrantes et massives des droits de l'homme dans ce territoire, constituent un déni des principes du droit international et une menace à la paix et à la sécurité internationales. En faisant fi avec mépris de l'opinion publique mondiale, l'Afrique du Sud a rejeté l'autorité des Nations Unies sur le territoire, créé une atmosphère de tension et d'affrontement et accru sa militarisation en Namibie.

La situation en Namibie et autour de ce pays a atteint un point tel que des mesures décisives contre le régime de Pretoria ne peuvent plus être différées. Nous invitons les grandes puissances occidentales, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité et, surtout, les Etats-Unis d'Amérique, à retirer l'appui et l'encouragement qu'elles accordent au régime criminel de l'Afrique du Sud et à se joindre à la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour assurer l'indépendance de la Namibie. Des mesures efficaces doivent être prises pour mettre en oeuvre le Plan des Nations Unies pour la Namibie, tel qu'il est prévu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Notre devoir est d'obliger l'Afrique du Sud à respecter cette résolution. A la lumière de l'occupation illégale de la Namibie que poursuit l'Afrique du Sud et de ses actes

M. Turbanski (Pologne)

d'agression contre les Etats africains voisins, la Pologne est profondément convaincue que l'application pleine et efficace des mesures prévues au Chapitre VII de la Charte est essentielle au rétablissement rapide de la paix dans la région et à l'instauration de la justice et de la liberté pour le peuple namibien.

Il faut insister sur le fait que les efforts tentés pour octroyer sans délai l'indépendance à la Namibie ne réussiront que s'ils sont orientés vers une solution au problème dans le cadre des Nations Unies. Les Nations Unies, par l'entremise de leur Conseil pour la Namibie, sont le seul organe légitime habilité à administrer ce territoire en attendant la réalisation de son indépendance, et le Plan des Nations Unies pour la Namibie constitue la seule base juridique d'une solution de la question de Namibie. Les tentatives faites pour trouver une solution en dehors de ce cadre ne sont rien d'autre que des manœuvres destinées à bloquer l'indépendance de la Namibie. Ces manœuvres sont reflétées dans les tentatives faites pour imposer des solutions dites internes, dont la dernière remonte au mois de juin de cette année. Ces actes ainsi que le couplage de la question de Namibie avec des questions tout à fait étrangères et sans rapport, telles que la présence des forces cubaines en Angola, sont concoctés par le régime sud-africain pour maintenir son occupation illégale de la Namibie.

Cette dernière manœuvre ne peut être considérée séparément de la répression brutale exercée contre le peuple namibien. Nous condamnons la militarisation de la Namibie par le régime sud-africain, notamment la conscription militaire obligatoire, la loi martiale et le couvre-feu qui s'étend sur plus des deux tiers du territoire.

En même temps, nous rendons hommage à la South West Africa People's Organization (SWAPO), seul représentant authentique du peuple namibien, pour les sacrifices qu'il a faits dans la lutte qu'il mène sur tous les fronts et pour sa volonté de réunir tous les patriotes namubiens dans un effort visant à renforcer davantage encore l'unité nationale. La Pologne est prête à continuer d'apporter un appui politique, matériel et moral à la SWAPO et au peuple namibien dans sa lutte de libération nationale.

M. Turbanski (Pologne)

Nous constatons avec satisfaction que l'opinion publique internationale appuie de plus en plus la cause de la Namibie. Dans ce contexte, nous appuyons pleinement le Document final du Bureau de coordination des pays non alignés adopté à New Delhi le 21 avril. En outre, nous déclarons notre solidarité avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et partageons sa position en ce qui concerne la question de Namibie, telle qu'elle est reflétée dans les décisions adoptées lors des vingtième et vingt et unième sommets de l'OUA tenus à Addis-Abeba ainsi que dans la résolution adoptée à Arusha le 6 juillet par le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique. Nous demandons à la communauté internationale d'intensifier davantage tous ses efforts en vue d'apporter un appui moral, financier et matériel approprié à la lutte de libération du peuple namibien.

M. Turbanski (Pologne)

Au moment où nous célébrons le quarantième anniversaire des Nations Unies, nous devons nous rendre compte du fait que la question de Namibie reste une des plus brûlantes inscrites à notre ordre du jour. De plus, nous sommes profondément convaincus que les Nations Unies et le peuple héroïque namibien ne peuvent se permettre d'attendre plus longtemps. Nous devons assumer pleinement notre responsabilité envers la Namibie et transformer nos paroles de sympathie et de soutien en mesures efficaces qui seraient à même d'apporter l'indépendance à la Namibie le plus tôt possible.

M. TANASA (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : Quarante ans après le début des débats aux Nations Unies sur la question de l'indépendance de la Namibie, et près de 20 ans depuis que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et a assumé l'obligation solennelle d'aider le peuple namibien à acquérir sa liberté et son indépendance, la Namibie est toujours occupée illégalement par l'Afrique du Sud, et l'autodétermination, la liberté et l'indépendance restent un rêve pour le peuple namibien qui souffre et qui combat.

Au cours de cette période, en dépit des nombreuses résolutions et des demandes répétées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en dépit des efforts en vue de trouver une solution politique, l'Afrique du Sud, au mépris des Nations Unies et de la communauté mondiale, et en violation flagrante du droit international, s'est obstinée à maintenir son occupation illégale de la Namibie.

L'occupation coloniale, illégale et continue de la Namibie par l'Afrique du Sud, la militarisation du territoire et la répression de la lutte de libération, telles que définies par l'Assemblée générale, constituent non seulement un défi ouvert à l'autorité des Nations Unies, qui ont la directe responsabilité de la Namibie jusqu'à l'indépendance, mais un acte d'agression contre le peuple namibien.

Au cours de la session commémorative de l'Assemblée générale, les Etats Membres ont exprimé leur foi en l'Organisation et leur volonté de renforcer le rôle et l'autorité de l'Organisation en tant que centre d'harmonisation de leurs actions pour résoudre les principaux problèmes auxquels notre monde d'aujourd'hui est confronté. En même temps, il a été souligné que la question de Namibie reste une préoccupation majeure pour la communauté internationale. Tels sont les éléments qui doivent nous permettre de prendre des mesures efficaces afin d'assumer nos responsabilités vis-à-vis du peuple namibien. Nous sommes pleinement d'accord pour affirmer que la communauté internationale, par l'entremise des Nations Unies,

M. Tanasa (Roumanie)

a une responsabilité à l'égard de la Namibie. Personne ne met en doute le fait que l'Afrique du Sud continue d'occuper illégalement ce territoire.

Après beaucoup d'efforts, l'Organisation a également accepté et approuvé le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, à la suite d'élections libres et équitables sous supervision et contrôle internationaux. Ce consensus, qui porte en fait sur tous les aspects fondamentaux intéressant l'indépendance de la Namibie, continue d'exister dans la communauté internationale, mais en dépit de tous les efforts pour écarter les obstacles entravant la mise en oeuvre du Plan, tel qu'il figure dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, la réalisation de l'indépendance de la Namibie n'est toujours pas possible à cause de l'intransigeance de l'Afrique du Sud.

Le refus persistant de Pretoria de respecter les résolutions des Nations Unies et notamment ses manigances tendant à perpétuer son occupation de la Namibie, ont fait naître un sentiment de profonde préoccupation et d'inquiétude dans la communauté internationale tout entière. Les tactiques dilatoires et les attermolements, les exigences impossibles du régime sud-africain relatives à un prétendu "couplage", ou à d'autres facteurs extrinsèques, incompatibles avec les termes très clairs de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, ont été rejetées et condamnées par la communauté internationale.

Le renforcement du régime d'occupation illégale de la Namibie, les tentatives d'imposer à la Namibie des soi-disant solutions internes et un gouvernement intérimaire, l'invasion de l'Angola par des troupes sud-africaines et la continuation de l'occupation d'une partie du territoire angolais, ainsi que l'utilisation continue du territoire namibien comme base pour lancer des actes d'agression contre l'Angola et d'autres Etats africains indépendants voisins, montrent une fois de plus que le régime raciste de Pretoria n'est pas prêt à permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux exigences de la communauté internationale.

Ainsi qu'il a été souligné au cours du débat qui vient de prendre fin sur la question namibienne au Conseil de sécurité, le moment est venu d'adopter des sanctions globales et obligatoires, en vue de mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Les appels répétés des Etats africains, repris par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet, à Addis-Abeba, et réaffirmés par la décision de la

M. Tanasa (Roumanie)

Conférence ministérielle des pays non alignés en septembre, à Luanda, en faveur de l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et de la prise de mesures aux termes du Chapitre VII de la Charte, si l'Afrique du Sud refuse de mettre en oeuvre le Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, sont largement appuyés par la plus grande majorité de la communauté internationale.

En fait, les débats qui ont eu lieu ici et ceux de la semaine dernière au Conseil de sécurité ont montré une préoccupation croissante devant les retards apportés à la réalisation de l'indépendance de la Namibie et devant l'incapacité du Conseil de sécurité de mettre en oeuvre ses propres résolutions, du fait de l'abus du droit de veto utilisé pour empêcher la prise de mesures, aux termes du Chapitre VII de la Charte, destinées à obliger l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie et à appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Une fois de plus, il a été affirmé au cours des débats que l'imposition par l'Afrique du Sud d'un soi-disant gouvernement intérimaire en Namibie, un acte qui a été déclaré nul et non avenu par la communauté internationale, sa répression brutale du peuple namibien, ses actes d'agression et de déstabilisation contre des Etats africains indépendants et sa politique d'apartheid constituent une menace à la paix et la sécurité internationales et exigent la prise de mesures plus efficaces en vue d'assurer le respect par l'Afrique du Sud des résolutions et des décisions des Nations Unies.

A cet égard, les questions suivantes, soulevées au cours des récents débats du Conseil de sécurité sur la Namibie n'ont toujours pas reçu de réponse : dans les circonstances actuelles, quelles mesures devraient être prises pour assurer la paix et la sécurité en Afrique australe; pour prévenir la grave menace à la paix et à la sécurité que pose le refus persistant par l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie, qui constitue une rupture de la paix internationale; et pour mettre fin aux attaques répétées qui sont perpétrées à partir de la Namibie par l'Afrique du Sud contre des Etats indépendants et souverains, attaques qui ont déjà été déclarées comme constituant de graves actes d'agression? Ces questions sont d'autant plus importantes que la principale préoccupation des Etats Membres à cet égard, exprimée au cours de la session commémorative, a été de souligner la nécessité de renforcer l'autorité des Nations Unies et leur capacité d'assurer la paix, la stabilité, la sécurité et la coopération internationale.

M. Tanasa (Roumanie)

La nécessité de passer maintenant à l'adoption de mesures vigoureuses et radicales en vue de mettre un terme à la domination colonialiste illégale de l'Afrique du Sud sur la Namibie a été soulignée maintes et maintes fois par la délégation de la Roumanie.

Comme elle l'a déjà fait en maintes occasions et devant de nombreuses instances internationales, la République socialiste de Roumanie exprime une fois de plus sa solidarité sans réserve avec la lutte que mènent les peuples de l'Afrique pour la liquidation complète du colonialisme, la défense et le renforcement de leur indépendance nationale et la réalisation en toute liberté de leur développement économique et social. Dans ce contexte, nous exprimons également notre appui à la lutte entreprise par le peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, en vue de la réalisation de son indépendance et de la mise en oeuvre, sans délai, de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui vise à garantir l'accession de la Namibie à l'indépendance.

La position de la Roumanie - qui consiste à accorder son appui et sa solidarité militante à la juste cause du peuple namibien dans son combat héroïque pour exercer, sans plus de retard, son droit à vivre librement dans sa patrie - et le fait qu'elle se prononce en faveur de l'octroi à ce peuple d'un soutien politique, diplomatique, moral et matériel ont été réaffirmés de la façon la plus claire par le président Nicolae Ceausescu, lorsqu'il a déclaré :

"Nous militons activement en faveur de l'indépendance de la Namibie et appuyons par conséquent pleinement la lutte de la SWAPO. Nous sommes en faveur de la fin de la politique raciste d'apartheid en Afrique du Sud. Nous estimons qu'il convient de mettre un terme à toute ingérence de l'Afrique du Sud dans les affaires intérieures des pays de l'Afrique australe. D'une manière générale, nous appuyons pleinement les peuples africains dans la lutte qu'ils mènent pour renforcer leur indépendance et assurer leur développement économique et social."

A cet égard, je voudrais souligner que le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie condamne énergiquement les actes d'agression commis par le régime raciste de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola et d'autres Etats africains indépendants. De tels actes sont une nouvelle manifestation du caractère agressif du régime d'apartheid qui, par ses attaques répétées et ses actes incessants de provocation contre les Etats indépendants

M. Tanasa (Roumanie)

voisins, est cause d'une détérioration notable de la situation en Afrique australe, de l'augmentation de la tension et de l'exacerbation des conflits dans la région, toutes choses qui font peser une très grave menace sur la paix et la sécurité de la région et du monde entier.

Le Gouvernement roumain, qui condamne vigoureusement les actes d'agression brutale commis par l'Afrique du Sud, demande fermement le retrait immédiat et inconditionnel des forces sud-africaines du territoire de la République populaire d'Angola et demande également qu'il soit mis fin à la violation de la souveraineté et de l'indépendance de ce pays ainsi qu'à tous les actes irresponsables d'agression et de provocation auxquels les Etats africains sont en butte.

La Roumanie condamne tous les efforts déployés par l'Afrique du Sud en vue de perpétuer son occupation illégale de la Namibie, d'étouffer la juste lutte que le peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, son représentant légitime, mène pour exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et décider librement de son propre avenir, et pour que le problème namibien soit réglé conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. La République socialiste de Roumanie et le peuple roumain exigent que l'Afrique du Sud mette fin sans délai à son occupation illégale de la Namibie ainsi qu'à toutes ses manoeuvres en Namibie, en vue de permettre au peuple namibien d'exercer pleinement et librement son droit légitime de vivre dans une Namibie indépendante et unie, à l'abri de toute ingérence étrangère.

C'est dans cet esprit que la délégation roumaine - à l'instar des pays africains, des autres pays non alignés et de tous les Etats qui sont attachés aux nobles principes de la Charte et convaincus de la responsabilité des Nations Unies à l'égard de la Namibie - se déclare résolue à agir en vue d'accélérer l'exercice, par le peuple namibien, de son droit à un pays libre, uni et souverain, et de permettre à la Namibie de prendre la place qui lui revient au sein des nations libres et de contribuer aux efforts déployés par la communauté internationale en faveur de la paix, de la compréhension et de la coopération pour l'instauration d'un monde meilleur et plus juste.

Nous sommes convaincus que le jour est proche où le peuple namibien accédera à l'indépendance.

M. GOSHU (Ethiopie) (interprétation de l'anglais) : Tous les documents pertinents relatifs au point 34 de l'ordre du jour - la question de Namibie - qui ont été soumis pour examen à l'Assemblée générale sont inévitablement porteurs

M. Goshu (Ethiopie)

du même message, à savoir l'absence totale de faits nouveaux positifs en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie.

Malgré toutes les discussions sur la Namibie et les résolutions adoptées sur cette question, force nous est de constater avec regret que la Namibie demeure sous l'occupation du régime raciste de l'Afrique du Sud. En ce quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et à l'occasion de l'examen de la question de Namibie, nous sommes fermement convaincus qu'une action appropriée doit être entreprise pour pouvoir adopter les mesures pratiques qui permettent d'accélérer l'indépendance de la Namibie.

Pour l'Ethiopie, qui a été la première à porter l'affaire namibienne devant la Cour internationale de Justice, le temps n'a ni affaibli ni diminué sa volonté à contribuer à cette juste cause. En fait, je suis heureux de souligner que, pour l'Ethiopie, très peu de questions sont aussi sacro-saintes que celle de la réalisation des droits inaliénables du peuple de la Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance.

Toutefois, à notre grand regret, aujourd'hui... comme auparavant, nous nous trouvons devant la même sombre réalité. La perspective de la mise en oeuvre de la seule solution internationalement acceptable - c'est-à-dire la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité - semble plus éloignée que jamais.

L'Ethiopie désire se joindre aux orateurs précédents qui ont déclaré que la persistance de l'occupation de la Namibie par le régime raciste de Pretoria est un acte flagrant d'agression. Nous condamnons dans les termes les plus catégoriques la militarisation de la Namibie et son utilisation en tant que tremplin pour les actes d'agression et de subversion que ce régime commet contre les Etats de première ligne.

L'Ethiopie rejette et dénonce catégoriquement toutes les manoeuvres auxquelles recourent le régime sud-africain et ses alliés occidentaux bien connus pour accorder un semblant d'indépendance à la Namibie par l'exécution de plans frauduleux, y compris la création d'un prétendu gouvernement provisoire, destinés à perpétuer leur domination et leur exploitation. A cet égard, nous condamnons et rejetons les politiques de "couplage" et d'"engagement constructif", qui encouragent le régime d'apartheid à intensifier encore plus la répression qu'il exerce sur les peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

M. Goshu (Ethiopie)

Pour l'Ethiopie, jusqu'à ce que le territoire accède à l'indépendance, la seule Autorité administrante légale et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Nous réaffirmons notre appui aux droits inaliénables du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance sous la direction de son seul représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO). La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité constitue la seule base internationalement acceptable pour la transition pacifique du peuple namibien vers une indépendance authentique.

M. Goshu (Ethiopie)

Nous sommes fermement convaincus que le règlement de la situation namibienne passe par la cessation immédiate et inconditionnelle de l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud, le retrait de ses forces armées et le libre exercice par le peuple namibien de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. En conséquence, nous demandons la mise en oeuvre immédiate de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, sans la moindre modification, réserve, ou condition préalable. Néanmoins, nous nous devons de souligner la profonde angoisse que nous cause l'attitude obstinée de certains membres permanents du Conseil de sécurité, attitude qui a fait échouer les efforts pour imposer des sanctions obligatoires à l'Afrique du Sud comme l'exigeaient la majorité écrasante des Etats Membres des Nations Unies et l'opinion publique internationale.

Les Nations Unies sont tenues de faire tout leur possible pour mettre un terme à l'occupation illégale de l'Afrique du Sud. Cette obligation a été clairement réaffirmée dans la résolution 566 (1985) par laquelle le Conseil de sécurité a condamné l'Afrique du Sud pour avoir instauré un prétendu gouvernement intérimaire en Namibie.

Le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis ainsi que les rapports du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Comité spécial des Vingt-Quatre prouvent à l'évidence qu'aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et que le régime minoritaire de Pretoria a continué à faire délibérément fi la volonté de la communauté internationale. Il ne saurait donc y avoir aucune équivoque quant à l'application des sanctions globales obligatoires contre le régime. L'Ethiopie appuie donc sans réserve les recommandations du Conseil des Nations Unies pour la Namibie contenues dans le document A/40/24 et demande leur adoption afin de démontrer, une fois de plus, la ferme attitude de la communauté des nations en ce qui concerne l'indépendance rapide et sans condition de la Namibie. La moindre tergiversation ne saurait être de mise. Alors même que nous sommes engagés dans ce débat, le régime raciste d'Afrique du Sud continue, en toute impunité, à faire couler le sang de nos frères noirs.

La gravité des événements en Afrique australe, qui constitue la toile de fond de nos délibérations, accroît encore nos responsabilités, et rend plus urgente que

M. Goshu (Ethiopie)

jamais l'adoption de mesures. L'heure est venue pour la communauté internationale d'exiger d'une voix unanime le retrait des troupes du régime raciste de la Namibie et la mise en oeuvre immédiate du Plan des Nations Unies pour la Namibie et le démantèlement du régime d'apartheid.

C'est en fonction précisément de la gravité de cette situation que la Réunion internationale d'urgence, tenue le mois dernier dans mon pays, à l'initiative de l'Organisation des peuples afro-asiatiques, du Congrès national africain et de l'Organisation éthiopienne pour la paix, la solidarité et l'amitié, a condamné l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et a demandé la mise en oeuvre immédiate et sans condition préalable de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. La réunion d'Addis Abeba, à laquelle ont participé les représentants de plus de 80 organisations bien connues, a exprimé son appui sans réserve à la lutte juste et héroïque du peuple namibien pour l'indépendance sous la conduite de la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien.

Pour terminer, je tiens à renouveler la volonté et la détermination du peuple et du Gouvernement de l'Ethiopie de continuer à participer, dans toute la mesure du possible, aux efforts destinés à permettre au peuple de Namibie d'accéder à l'indépendance.

M. VONGSAY (République démocratique populaire lao) : La communauté internationale est amenée, une fois de plus, à se pencher sur le problème douloureux de l'occupation illégale continue de la Namibie par le régime raciste de Pretoria. Une fois de plus, la communauté internationale s'est vue contrainte de subir l'affront et le défi les plus graves que ce régime diabolique d'apartheid lui ait lancés depuis quatre décennies, en fait depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, dont le quarantième anniversaire vient d'être célébré solennellement. Il est ironique, voire révoltant, de constater que pendant que la communauté internationale réaffirmait, lors de cette célébration historique, son attachement profond et sincère aux principes et aux buts élevés de l'Organisation, une minorité blanche fasciste en Afrique du Sud intensifiait, en toute impunité, ses politiques et pratiques criminelles de répression à l'encontre des peuples opprimés et asservis d'Afrique du Sud et de Namibie, de déstabilisation, d'intimidation et d'agression contre les Etats indépendants d'Afrique australe. Cette auguste assemblée a déjà, il y a quelques jours, réaffirmé sa condamnation

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

la plus énergique de cette politique barbare d'apartheid que mène avec frénésie le régime raciste illégal de Pretoria, condamnation à laquelle ma délégation s'est d'ailleurs jointe sans réserve. Aujourd'hui, les Membres de cette organisation universelle se doivent, encore une fois, à l'unisson, de vilipender sévèrement cette pratique inhumaine ainsi que son auteur pour contraindre ce dernier à appliquer, immédiatement et inconditionnellement, les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité touchant plus spécifiquement l'abolition de l'apartheid et l'octroi de l'indépendance authentique au peuple namibien qui, on le sait, poursuit une lutte héroïque contre l'occupation coloniale depuis un siècle. On doit reconnaître que l'Organisation des Nations Unies, qui a assumé depuis près de 20 ans une responsabilité directe à l'égard du sort de ce territoire international ainsi que de celui de son vaillant peuple martyr, a entrepris jusqu'à présent des efforts considérables pour accélérer le processus de recouvrement par la Namibie de la liberté et de l'indépendance véritable conformément au plan en la matière, contenu dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 435 (1978). L'on se rappellera que cette dernière instance suprême de l'ONU s'est réunie deux fois déjà cette année sur la question qui nous occupe.

La première réunion a eu lieu en juin dernier à la requête expresse de la réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés sur la question de Namibie qui s'est tenue à New Delhi du 19 au 21 avril de la même année alors que la plus récente s'est tenue la semaine dernière et dont le résultat a été décevant. Déception totale parce que, on l'a vu, le projet de résolution présenté par les pays non alignés membres du Conseil de sécurité n'a pu être adopté en raison du veto opposé par deux membres permanents occidentaux du Conseil. Le projet de résolution en question a simplement demandé l'imposition de sanctions limitées - non globales - obligatoires contre la junte récalcitrante de Pretoria, ce qui témoigne clairement d'un certain esprit de modération et de souplesse de la part de ceux qui l'ont soumis. La communauté internationale a eu, une fois de plus, l'occasion de distinguer ceux qui oeuvrent réellement pour l'octroi de l'indépendance authentique en faveur du peuple namibien dont la souffrance physique et morale n'a que trop duré, de ceux qui ont versé des larmes de crocodile. Nous pouvons dire aussi que ceux qui ont ainsi empêché, par leur veto, l'adoption du projet de résolution dont il s'agit ont violé l'esprit et la lettre de la

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

résolution 566 (1985) du Conseil de sécurité datée du 19 juin dernier qui a stipulé en substance qu'au cas où le régime de Pretoria refuserait d'obtempérer le Conseil se verrait

"dans l'obligation de se réunir immédiatement pour envisager l'adoption de mesures appropriées en application de la Charte des Nations Unies, y compris le Chapitre VII."

afin d'exercer sur lui des pressions supplémentaires pour l'amener à se conformer aux résolutions des Nations Unies sur la Namibie.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

On est donc en présence de l'intransigeance outrancière et de la mauvaise foi totale de la part du régime raciste illégal de Pretoria ainsi que de l'indulgence extrême et de la complicité immorale dont ont toujours fait preuve ses protecteurs occidentaux les plus notoires. C'est là le noeud gordien du problème. Ce noeud doit être tranché où les obstacles qui se dressent sur le chemin menant à la solution radicale du problème doivent être surmontés, si l'on veut vraiment et non hypocritement mettre un terme au calvaire du peuple namibien.

La République démocratique populaire lao, à l'instar de tous les pays et peuples épris de paix et de justice, rejette catégoriquement la thèse selon laquelle l'"engagement constructif" ou l'attitude souple et conciliante pourrait amener Pretoria à résipiscence et à abandonner sa pratique monstrueuse d'apartheid ainsi qu'à reconnaître l'exercice par le peuple namibien martyr de son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance authentique dans une Namibie unie. Pareillement, nous rejetons l'argument selon lequel l'engagement constructif ou toute attitude de tolérance à l'égard de Pretoria aurait pour effet de soulager la misère et la souffrance des peuples africains opprimés et asservis d'Afrique du Sud et de Namibie. On sent là le relent colonialiste, impérialiste et raciste. Les promoteurs d'une telle théorie sont parfaitement conscients, nous en sommes sûrs, de l'inconsistance et de la faiblesse de cette dernière. C'est la raison pour laquelle, pour persister dans leur politique impérialiste et néo-colonialiste ainsi que pour protéger Pretoria, ces mêmes milieux ont recours à une série invraisemblable de stratégies politiques et de faux-fuyants qui sont extrinsèques à la question qui nous occupe. Je veux parler des soi-disant "couplage", "parallélisme" et "réciprocité" qu'invoquent inlassablement Pretoria et son principal protecteur et commanditaire qui dispose du droit de veto au Conseil de sécurité. Faut-il rappeler que la communauté internationale et l'ONU ont plus d'une fois rejeté cette manière de voir les choses car invoquer le "couplage" équivaldrait à s'ingérer inadmissiblement dans les affaires intérieures de la République populaire d'Angola, Etat indépendant et souverain et qui dispose d'un droit inaliénable de mener comme il l'entend une politique domestique et étrangère qui réponde au mieux aux intérêts supérieurs du peuple angolais et ce conformément aux buts et principes de la Charte comme aux normes fondamentales du droit international.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

Le Gouvernement lao, à l'instar de la communauté internationale réitère que le problème namibien est d'essence exclusivement coloniale et que les parties aux différends sont et demeurent le régime de Pretoria - puissance coloniale - d'une part, et le peuple namibien et la SWAPO, son seul et unique représentant authentique, d'autre part.

Les protecteurs de Pretoria doivent admettre cette vérité première et doivent s'associer à toutes les mesures qui s'imposent, y compris les sanctions globales et obligatoires prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, afin que le peuple namibien puisse recouvrer sa liberté et son indépendance authentique, conformément au plan des Nations Unies contenu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. C'est là, la voix de la raison et de la sagesse qui émane de tous les coins du monde et à laquelle les dirigeants des puissances protectrices de Pretoria se doivent de prêter une oreille attentive. De même, ces mêmes puissances doivent tout entreprendre pour dissuader leurs sociétés transnationales et institutions financières respectives d'opérer, de réinvestir ou d'investir en Afrique du Sud et en Namibie. Il est impératif que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, seule autorité administrante légale jusqu'à son indépendance véritable, prenne sans aucun retard toutes les mesures appropriées afin de rendre exécutoire son décret No 1 sur la protection des ressources naturelles de ce territoire international dont le pillage systématique se poursuit à un rythme ahurissant.

Nous prenons note avec satisfaction des efforts méritoires déjà déployés par cette autorité administrante légale dans cette direction. Le Gouvernement lao rend hommage aux efforts inlassables déployés par le Secrétaire général de l'ONU en vue d'accélérer le processus de l'accession à l'indépendance authentique par le peuple namibien. La communauté internationale doit l'encourager vivement dans ses efforts, nonobstant l'attitude obstructionniste et arrogante qu'a encore adoptée Pretoria à son égard, comme en témoigne le rapport du Secrétaire général, daté du 6 septembre dernier.

La communauté internationale suit avec préoccupation et indignation le renforcement des forces militaires et policières d'occupation de Pretoria en Namibie. Toute une série de mesures répressives englobant la torture et autres formes de traitements cruels, inhumains et dégradants, ont été décrétées depuis ce

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

dernier mois par les forces et l'administration illégale d'occupation sud-africaines à l'encontre du peuple namibien conquis. Quoi qu'il en soit, il est réconfortant de constater que la lutte politico-militaire que mène héroïquement ce peuple opprimé, sous la direction résolue et clairvoyante de la SWAPO, a été couronnée de succès éclatants, à tel point que les forces d'agression et d'occupation ainsi que leur administration fantoche installée, on s'en souvient, il y a environ six mois, traversent actuellement, semble-t-il, une grave crise de démoralisation.

Il est de notoriété publique que le régime raciste de Pretoria, par sa politique inhumaine d'apartheid, par son occupation illégale continue de la Namibie et par sa pratique de terrorisme d'Etat, consistant dans des actes d'agression répétés, de déstabilisation et d'intimidation à l'encontre des Etats indépendants de la ligne de front et d'Afrique australe, pose une très grave menace à la paix et à la sécurité tant régionales qu'internationales. L'on se rappellera à cet égard que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont plus d'une fois condamné ces forfaits sud-africains. La communauté internationale et l'ONU doivent contraindre l'auteur de ces voies de fait à obtempérer à l'ordre et à la légalité internationaux, à abolir l'apartheid en Afrique du Sud, à cesser immédiatement et inconditionnellement son occupation illégale continue de la Namibie, à retirer inconditionnellement et sans retard ses troupes d'occupation de la partie sud de l'Angola.

Tout cela est faisable, pour peu que ceux qui protègent et coopèrent d'une façon ou d'une autre, dans des domaines politique, économique, militaire et nucléaire, avec le régime raciste de Pretoria consentent à s'associer aux mesures efficaces, prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies que le Conseil de sécurité, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales et pour le bien supérieur de l'humanité tout entière, a le devoir de prendre en dernière analyse. Le Gouvernement et le peuple lao, de concert avec la communauté internationale, tout particulièrement le Mouvement des pays non alignés, dont le dévouement à la cause namibienne est exemplaire, sont absolument convaincus que le peuple namibien héroïque ainsi que ses forces patriotiques remporteront, dans un avenir rapproché, une victoire finale éclatante. Ils tiennent à réaffirmer ici à ce peuple valeureux ainsi qu'à son seul et unique représentant authentique, la SWAPO, leur solidarité et leur soutien indéfectibles. Ils voudraient aussi réaffirmer leur solidarité avec les peuples et gouvernements des pays de la ligne de front.

Haji OMAR (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) : Cette année, nous commémorons le quarantième anniversaire de la fondation des Nations Unies. Cette année marque la quatrième décennie de son existence. Cette année marque également le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Au cours de ces 25 dernières années, nous avons été témoins de l'accession à l'indépendance de plusieurs territoires dépendants, mais l'indépendance de la Namibie n'est toujours pas en vue.

Le Brunéi Darussalam a accédé à l'indépendance le 1er janvier 1984. Nous avons obtenu notre indépendance de la Grande-Bretagne dans une atmosphère de cordialité et de respect mutuel. Il nous a été agréable, l'année dernière, de voir que le Brunéi Darussalam était chaleureusement reçu par la communauté internationale tout entière lors de son admission à l'Organisation des Nations Unies en sa qualité de cent cinquante-neuvième Membre. Nombre d'entre nous avaient espéré que le cent soixantième siège des Nations Unies serait bientôt occupé et que ce siège serait occupé par la Namibie.

Dix-neuf longues années se sont écoulées depuis que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain qui, par la suite, a été appelé Namibie. Ce mandat a été résilié parce que l'Afrique du Sud n'avait pas été à même d'assurer le bien-être matériel et le progrès social du peuple namibien et qu'elle exploitait les ressources humaines et matérielles de la Namibie à un rythme alarmant. Mais, aujourd'hui, le régime d'apartheid sud-africain continue d'occuper la Namibie. Sa présence continue en Namibie a été déclarée illégale par la Cour internationale de Justice. Sept années ont passé depuis l'adoption du plan des Nations Unies visant à assurer la transition pacifique du peuple namibien vers l'indépendance. La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité est la seule formule de règlement universellement acceptée par le peuple namibien et par la communauté internationale. Cette résolution fournit une base réaliste pour un règlement raisonnable de la question namibienne et l'accession à l'indépendance de la Namibie. Elle prévoit, premièrement, la cessation des hostilités entre les troupes sud-africaines et les maquisards de la South West Africa People's Organization (SWAPO); deuxièmement, le retrait des troupes sud-africaines de Namibie; troisièmement, la tenue d'élections pour le peuple namibien sous la supervision des Nations Unies et, enfin, l'octroi de la pleine indépendance au peuple namibien.

Haji Omar (Brunéi Darussalam)

En dépit de ces dispositions, le peuple namibien se voit toujours privé de ses droits inaliénables à la liberté, à l'indépendance et à l'autodétermination. L'argument avancé par le régime sud-africain contre la mise en oeuvre du plan des Nations Unies est bien connu : elle insiste, en effet, obstinément pour faire du retrait des troupes cubaines de l'Angola la condition préalable à l'application de la résolution 435 (1978). La présence des troupes cubaines en Angola est une question tout à fait étrangère et qui n'a rien à voir avec la question de l'indépendance de la Namibie. L'indépendance de la Namibie ne peut être tributaire du règlement des questions qui n'ont rien à voir avec elle. L'Angola ne menace nullement la sécurité africaine; bien au contraire, c'est l'Afrique du Sud qui constitue une menace constante pour ses voisins. Elle a attaqué à plusieurs reprises les Etats de première ligne en toute impunité. Le Gouvernement du Brunéi Darussalam rejette et condamne fermement les tentatives grâce auxquelles l'Afrique du Sud s'efforce constamment d'établir un lien ou un parallélisme entre deux questions étrangères. Toutes ces tentatives, à nos yeux, ne sont que des excuses pour retarder l'octroi de l'indépendance à la Namibie.

A cet égard, le Gouvernement du Brunéi Darussalam condamne et rejette les dernières tentatives faites par le régime de Pretoria le 17 juin 1985 pour mettre en place un prétendu gouvernement provisoire en Namibie par le biais d'une prétendue conférence multipartite. Ce plan doit être considéré comme nul et non avenu étant donné que l'Assemblée générale a déjà créé, en 1967, un organe subsidiaire, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qu'elle a investi de l'autorité juridique nécessaire pour s'acquitter de l'administration du territoire jusqu'à ce que celui-ci accède à l'indépendance. Nous nous félicitons de la déclaration faite, le 3 mai 1985, par le Président du Conseil de sécurité, au nom des membres du Conseil, par laquelle il condamnait et rejetait toute action unilatérale de l'Afrique du Sud qui mènerait à un règlement interne compte non tenu des dispositions de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Il avait également demandé à l'Afrique du Sud de rapporter la mesure qu'elle avait déjà prise et de coopérer à la mise en oeuvre du plan des Nations Unies énoncé dans la résolution 539 (1983) du Conseil de sécurité. Il est impérieux que tous les intéressés respectent les dispositions du plan des Nations Unies, qui a force contraignante pour les parties intéressées et qui reste la seule base convenue pour le règlement du problème.

Haji Omar (Brunéi Darussalam)

Le Brunéi Darussalam condamne l'utilisation du territoire de la Namibie par le régime d'apartheid comme une base militaire à partir de laquelle il lance des attaques répétées contre les Etats voisins pour les intimider et les empêcher d'appuyer la campagne contre l'apartheid et la lutte légitime du peuple namibien pour la liberté et l'indépendance. Le seul représentant authentique du peuple namibien, la SWAPO, qui mène la lutte pour l'autodétermination et l'indépendance depuis tant d'années, devrait être pleinement reconnu et dûment appuyé comme il le mérite.

Nous condamnons sans réserve les derniers actes d'agression perpétrés par l'Afrique du Sud contre l'Angola et le Botswana qui constituent une violation flagrante de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale. D'autres pays, y compris le Lesotho et le Mozambique, n'ont pas été épargnés par les pratiques agressives du régime raciste. Il faut espérer que l'Afrique du Sud entendra l'appel que lui lance la communauté internationale pour qu'elle abandonne sa campagne de terreur contre ses voisins. L'Afrique du Sud devrait maintenant reconnaître qu'il est futile pour elle d'ignorer les vœux de la communauté internationale et qu'il lui faut prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme à ses agressions contre ses voisins et à son occupation illégale de la Namibie.

M. SIKAULU (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord exprimer la gratitude de ma délégation au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et à son président par intérim, l'ambassadeur Noël Sinclair, du Guyana, pour le rapport important et exhaustif qu'ils ont présenté à l'Assemblée générale, relatif à la question de Namibie. Le Conseil n'a cessé de jouer un rôle très actif durant l'année écoulée et n'a ménagé aucun effort pour faire progresser la cause de la liberté et de l'indépendance de la Namibie. Ce rapport nous fournit une profusion d'informations touchant tous les aspects de la question de l'indépendance de la Namibie. Nous estimons que ses recommandations à l'Assemblée générale sont claires, objectives et fondamentales, et nous y souscrivons pleinement.

Le présent débat sur la question de l'indépendance de la Namibie se déroule dans le sillage des réunions du Conseil de sécurité, qui ont eu lieu du mercredi 13 novembre au vendredi 15 novembre 1985. A la fin de ses délibérations, le Conseil de sécurité n'a pu prendre une décision parce que le projet de résolution dont il était saisi a fait l'objet d'un veto de la part du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Ces deux grandes puissances occidentales, membres permanents du Conseil de sécurité, ont jugé bon de faire obstacle à l'action du Conseil de sécurité destinée à faire avancer la cause de la liberté et de l'indépendance du peuple namibien.

Il nous est impossible, en cette occasion, de ne pas tenir compte de ce qui s'est passé au Conseil de sécurité; c'est un événement regrettable qui préoccupe vivement la Zambie. Nous estimons que le monde doit être tenu au courant de ce qui s'est produit et que l'opinion publique doit en prendre pleinement connaissance.

Le Conseil de sécurité a été convoqué pour examiner le rapport du Secrétaire général contenu dans le document S/17442, en date du 6 septembre 1985, concernant les progrès - ou plutôt l'absence de progrès - dans les efforts tendant à appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, relative à l'indépendance de la Namibie. Personne n'a été surpris de voir que le Secrétaire général a déclaré, comme c'est le cas depuis 1982, que l'Afrique du Sud restait étroitement attachée au prétendu couplage entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des troupes cubaines de l'Angola. L'Afrique du Sud s'est également refusée à préciser au Secrétaire général quel était le système électoral qu'elle entendait utiliser en Namibie pour donner effet à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

M. Sikaulu (Zambie)

Sur ces deux points, l'Afrique du Sud s'est montrée intransigeante, bien que le Conseil de sécurité ait rejeté le "couplage", le jugeant sans rapport et incompatible avec la résolution 435 (1978), et qu'il ait demandé à maintes reprises à l'Afrique du Sud d'indiquer au Secrétaire général le choix de son système électoral, seule question en suspens touchant la mise en oeuvre de cette résolution.

Lorsqu'il a été demandé au Conseil de sécurité de se réunir pour examiner le rapport du Secrétaire général, la seule et unique question était de savoir quelle attitude adéquate et crédible le Conseil serait amené à prendre face au refus obstiné de l'Afrique du Sud de coopérer à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Cette résolution a été adoptée en 1978, et sept ans plus tard, elle n'est toujours pas appliquée en raison des attermoissements et faux-fuyants de l'Afrique du Sud. Le Conseil de sécurité allait-il continuer longtemps à tolérer les manoeuvres de l'Afrique du Sud qui, comme chacun le sait, sont destinées à lui faire gagner du temps et à lui permettre ainsi de renforcer sa mainmise sur la Namibie? Que pouvait faire le Conseil face à une Afrique du Sud déraisonnable, qui est demeurée sourde aux appels répétés qui lui ont été lancés pour qu'elle coopère à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, résolution qu'elle prétendait accepter? Telles étaient les questions auxquelles le Conseil de sécurité était confronté à la lumière du rapport du Secrétaire général.

Eh bien, rendons au diable ce qui lui appartient : l'Afrique du Sud est passée maître dans l'art de concocter des stratagèmes pour jeter le trouble au sein de la communauté internationale et la tromper. Son recours à des manoeuvres trompeuses n'a tout simplement pas de limite. Ainsi, le 12 novembre 1985 - à la veille de la réunion du Conseil de sécurité - l'Afrique du Sud a adressé une lettre au Secrétaire général dans laquelle elle lui faisait part de son choix d'un système électoral à représentation proportionnelle pour la Namibie. Enfin, un choix venait d'être fait, même s'il était entaché de conditions et que, dans la même lettre, l'Afrique du Sud cherchait à remettre sur le tapis la question éculée - pour ne pas dire la non-question - de "l'impartialité des Nations Unies".

Dans le cadre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, la décision de l'Afrique du Sud concernant le système électoral - indépendamment des motifs qui l'ont inspiré et du moment choisi - signifiait que toutes les questions pertinentes étaient désormais réglées. Il ne restait donc plus de question pertinente qui puisse empêcher ou retarder davantage l'amorce du processus de mise en oeuvre du

M. Sikaulu (Zambie)

Plan pour l'indépendance de la Namibie. Ne serait-ce qu'en raison de cela, le moment était venu pour le Conseil de sécurité d'adopter une résolution donnant pouvoir au Secrétaire général de mettre en place le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT).

Le Conseil de sécurité avait donc deux options, lorsqu'il s'est réuni la semaine dernière. Nous, membres du Groupe des Etats de première ligne, avons clairement fait état de notre détermination de voir le Conseil de sécurité adopter une résolution vraiment efficace. Nous avons souligné que si le Conseil était en mesure d'adopter une résolution vraiment efficace, il ne serait pas nécessaire qu'il adopte en même temps le projet de résolution relatif à des sanctions obligatoires et que nos amis non alignés au Conseil de sécurité n'insisteraient pas pour que le projet de résolution sur des sanctions soit mis aux voix.

Il est apparu que les pays qui avaient opposé leur veto au projet de résolution sur des sanctions obligatoires n'étaient pas en mesure d'opter pour l'adoption d'une résolution vraiment efficace. Ils ne souhaitaient ni l'imposition de sanctions obligatoires à l'Afrique du Sud, ni l'adoption d'une résolution vraiment efficace qui aurait donné effet à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. En vérité, ces deux options raisonnables et réalistes leur ont paru inacceptables.

Cette position ne revient-elle pas en fait à accepter les manoeuvres de l'Afrique du Sud pour retarder l'indépendance de la Namibie le plus longtemps possible? Car il s'agit bien en réalité d'un encouragement à l'inaction, d'une tolérance du statu quo en Namibie. Depuis sept ans que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité a été adoptée, l'Afrique du Sud ne cesse d'entraîner les Nations Unies dans un jeu d'atermoiements et de faux-fuyants. Cela ne suffit-il pas? Rappelons-nous aussi qu'avant l'adoption de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, nous avions la résolution 385 (1976) du Conseil de sécurité. En fait, les Nations Unies ont levé le mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie dès 1966. L'Afrique du Sud défie ainsi cette organisation depuis presque 20 ans.

M. Sikaulu (Zambie)

Le refus d'adopter une résolution qui permette de passer à l'exécution du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie prouve à l'évidence que les amis de l'Afrique du Sud savent, comme tout le monde, que la lettre de l'Afrique du Sud au Secrétaire général n'était pas un pas dans la bonne direction. Personne ne peut prétendre le contraire. En faisant connaître sa décision, l'Afrique du Sud a souligné par ailleurs :

"Il faudra s'entendre sur la manière dont le système de représentation proportionnelle sera appliqué dans la pratique." (S/17627, p. 2)

L'Afrique du Sud a joint à sa lettre au Secrétaire général, une déclaration du prétendu Cabinet du Gouvernement provisoire d'unité nationale en Namibie, où non seulement il soulève la fausse question de l'impartialité des Nations Unies mais affirme aussi catégoriquement :

"Il n'est pas question pour nous d'accepter que l'Organisation des Nations Unies supervise les élections en vue de l'indépendance tant que cette situation totalement inéquitable n'aura pas été rectifiée." (S/17627, p. 4)

L'Afrique du Sud, en se cachant derrière ses fantoches en Namibie, cherche, une fois encore à leur donner quelque légitimité internationale. Elle a du reste l'audace de proposer d'entraîner les Nations Unies dans une nouvelle série de négociations prolongées sur la façon dont le système de la représentation proportionnelle doit être mis en oeuvre, et même sur la fausse question de l'impartialité des Nations Unies, à propos de laquelle le Secrétaire général lui a déjà fourni toutes les assurances nécessaires. Il est tout aussi significatif, par ailleurs, que dans sa déclaration devant le Conseil de sécurité, le représentant de l'Afrique du Sud ait réaffirmé énergiquement combien son gouvernement tenait à lier l'indépendance de la Namibie au retrait des troupes cubaines d'Angola.

Etant donné l'intention bien connue de l'Afrique du Sud de leurrer le Conseil de sécurité et d'engager les Nations Unies dans un nouveau processus de négociations, de consultations et de clarifications, n'était-il pas raisonnable d'attendre du Conseil qu'il agisse avec fermeté à l'encontre de l'Afrique du Sud? Comment ceux qui ont opposé leur veto au projet de résolution sur les sanctions obligatoires, peuvent-ils espérer convaincre quiconque qu'ils souhaitent honnêtement la prompt application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et oeuvrent en ce sens? Est-ce à l'Afrique du Sud de décider du moment où la Namibie accédera à l'indépendance?

M. Sikaulu (Zambie)

Pourtant - et je tiens à le souligner - le projet de résolution auquel certains ont opposé leur veto au Conseil de sécurité, était remarquable par sa modération. Personne ne peut dire en toute honnêteté qu'il était excessif ou irréaliste, pas même ceux qui ont exercé leur droit de veto. Les mesures recommandées étaient pour la plupart celles qui sont déjà en vigueur dans plusieurs pays. Nous cherchions seulement à les rendre obligatoires et à bien faire comprendre à l'Afrique du Sud que les Nations Unies, qui assument la responsabilité directe de la Namibie, entendaient voir ce territoire accéder sans retard à l'indépendance.

Pourquoi certains sont-ils tellement opposés à l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud? Nous jugeons vain et hypocrite l'argument selon lequel, si nous agissons à l'unisson aux Nations Unies, nous pouvons indiquer fermement à l'Afrique du Sud notre volonté de mettre un terme à son occupation illégale de la Namibie. Comment le pourrions-nous quand il ne fait aucun doute pour l'Afrique du Sud que certains Etats puissants sont opposés à l'imposition de sanctions obligatoires contre elle, et qu'ils ne reculeront devant rien pour empêcher que des mesures valables soient prises à cet effet?

Ce ne sont pas les paroles mais les actes qui convaincront l'Afrique du Sud que nous sommes résolus. L'inaction ne peut pas être un avertissement et ce n'est pas ainsi que l'Afrique du Sud comprendra que sa mainmise sur la Namibie doit cesser. Il n'est pas de meilleur moyen pour la communauté internationale de prouver sa détermination à cet égard que de décider, au Conseil de sécurité, de prendre des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud qui défie depuis si longtemps les Nations Unies. Il faut que l'Afrique du Sud sache - et c'est ce à quoi visait le projet de résolution auquel un veto a été opposé vendredi dernier - que si elle ne coopère pas pleinement et de toute urgence, elle doit s'attendre à voir la communauté internationale prendre des mesures radicales à son encontre.

Mon gouvernement a bien sûr été déçu que le Royaume-Uni et les Etats-Unis aient jugé bon de recourir au veto pour protéger l'Afrique du Sud contre les mesures du Conseil de sécurité. Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères de mon pays à la suite du vote au Conseil de sécurité, la Zambie juge contradictoire la position de ces Etats qui sont opposés à la lutte armée et à la violence, mais aussi au changement pacifique en Namibie et en Afrique du Sud.

M. Sikaulu (Zambie)

La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité vise l'indépendance de la Namibie par des moyens pacifiques. Nous préconisons l'imposition de sanctions économiques obligatoires contre l'Afrique du Sud précisément parce que c'est là un moyen pacifique, prévu par la Charte des Nations Unies, d'assurer l'indépendance de la Namibie et de mettre un terme au fléau de l'apartheid en Afrique du Sud.

Dans son livre intitulé Freedom Rising, un Américain, James North, a écrit avec éloquence et de façon persuasive qu'il fallait imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud. Il écrit :

"Les sanctions économiques répondent également à l'intérêt des gens, pour la plupart des Blancs, qui luttent de l'autre côté. Ils luttent essentiellement parce qu'ils pensent, à tort, qu'un régime non racial et démocratique signifiera la fin de leur culture et leur expulsion d'Afrique. Tant qu'ils resteront forts et déterminés, tout comme leurs homologues en Rhodésie avant eux, ils n'auront aucune raison de repenser leurs positions erronées. Mais des sanctions économiques affaibliraient leur machine de guerre, saperaient leur certitude que l'Ouest restera à leurs côtés, modéreraient leur intransigeance et forceraient leurs dirigeants à négocier. Des sanctions leur apprendraient à vivre en égaux avec les autres Africains."

Comme c'est vrai! Il est regrettable que certains gouvernements occidentaux puissants n'en soient pas encore venus à accepter cette évaluation réaliste, à moins qu'ils ne fassent semblant. Nous nous réjouissons toutefois de voir que l'opinion publique aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans le monde occidental en général, a enfin pris conscience de la réalité de la situation en Afrique australe. Dans ces pays, l'homme de la rue semble comprendre de mieux en mieux ce que signifie la lutte en Afrique australe. Il voit à présent que la lutte en Afrique australe ne se déroule pas dans le contexte des rivalités Est-Ouest et que l'Afrique du Sud ne défend pas la région contre le communisme, pas plus qu'elle ne défend les valeurs occidentales. Au contraire, l'Afrique du Sud oeuvre à l'encontre des intérêts occidentaux à long terme en Afrique australe. A cet égard, on comprend de mieux en mieux que les peuples de Namibie et d'Afrique du Sud luttent pour jouir de ces mêmes droits de l'homme et libertés fondamentales que le monde occidental a tant à coeur. Le souci de justice de l'homme de la rue dans le monde occidental nous conduit à espérer qu'une solution sera apportée aux problèmes de Namibie et d'Afrique du Sud.

M. KANE (Sénégal) : Avec l'examen de la question de Namibie, la répétition devient inévitable, particulièrement à cette heure de la journée. En effet, depuis que l'Assemblée générale examine cette question, il est regrettable de constater que les progrès accomplis à ce jour sont minces et en deçà de nos espoirs.

Ce fait est d'autant plus déplorable que l'adoption en 1976 et 1978, par le Conseil de sécurité, des résolutions 385 (1976) et 435 (1978) avait soulevé et permis beaucoup d'espoir pour un règlement pacifique de la question namibienne.

Comme on le sait, ces résolutions et notamment la résolution 435 (1978) avaient, au moment des négociations sur leur élaboration et leur mise en application, emporté l'adhésion de l'ensemble de la communauté internationale et, en particulier, celle des parties directement impliquées au conflit, à savoir la SWAPO et l'Afrique du Sud.

Force est de constater hélas! aujourd'hui, neuf ans après, qu'en dépit des efforts soutenus de la communauté internationale, ni l'une ni l'autre résolution n'ont été mises en œuvre.

Au contraire, le Gouvernement sud-africain, dans une attitude de défi et d'arrogance vis-à-vis des Nations Unies, persiste à vouloir introduire dans le règlement pacifique du problème namibien des considérations étrangères et inacceptables qui, de surcroît, portent atteinte à la souveraineté de l'Angola.

Plus grave encore, le régime de Pretoria utilise la Namibie comme une base à partir de laquelle il mène des actes d'agression et de déstabilisation contre les pays de la ligne de front, l'Angola notamment par l'UNITA interposé.

L'Afrique du Sud a montré on ne peut plus clairement sa volonté de continuer à occuper la Namibie.

En effet, le régime de Pretoria n'a pas hésité, au moment même où le Conseil de sécurité siégeait, à mettre en place à Windhoek, un prétendu "gouvernement intérimaire" que l'organe principal de l'Organisation des Nations Unies, chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, a rejeté sans équivoque, en déclarant sa création illégale, nulle et non avenue.

Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, autorité légale administrante du territoire international de Namibie, aux termes de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, n'a pas manqué, à chaque fois, de souligner et d'attirer

M. Kane (Sénégal)

l'attention au cours des conférences internationales, colloques, symposiums, tables rondes, semaines et journées de solidarité et de réflexion consacrés au problème namibien, sur la nécessité urgente qui s'attache à l'application sans délai du Plan de règlement négocié contenu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général des Nations Unies lui-même, investi par le Conseil de sécurité d'un mandat spécifique aux termes de la résolution 532 (1983) en vue d'entreprendre des consultations avec les parties sur un cessez-le-feu devant permettre l'application rapide de la résolution 435 (1978), s'était rendu, comme on s'en souviendra, en Afrique du Sud où il avait rencontré les plus hautes autorités de Pretoria et en Angola où il avait pu avoir des discussions approfondies avec le leader de la SWAPO, le président Sam Nujoma.

De son rapport circonstancié qu'il avait présenté en son temps au Conseil de sécurité, à l'issue de sa mission, il ressortait que tous les aspects de caractère technique et opérationnel devant conduire à l'application de la résolution 435 (1978) avaient été examinés et fait l'objet de larges points d'accord.

Dans sa résolution 566 (1985) du 19 juin 1985, le Conseil de sécurité, condamnant l'Afrique du Sud pour l'obstruction qu'elle fait à l'application de la résolution 435 (1978) en insistant sur les conditions contraires aux dispositions du Plan des Nations Unies pour l'indépendance, avait chargé le Secrétaire général de reprendre immédiatement contact avec l'Afrique du Sud, afin d'obtenir d'elle une indication de son choix quant au système électoral à appliquer pour l'élection de l'assemblée constituante, sous la supervision et le contrôle de l'ONU, en vue d'ouvrir la voie à l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution autorisant la mise en oeuvre de ce plan.

Mais, comme le reconnaît du reste le rapport fait au Conseil de sécurité par le Secrétaire général conformément à la résolution 566 (1985) précitée, tous ces efforts se sont heurtés à l'intransigeance de l'Afrique du Sud.

Le régime de Pretoria qui persiste dans son refus de considérer le problème namibien comme un problème relevant de l'application de la Déclaration, qui fait l'objet de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, n'a pas su saisir la portée historique du geste répété des dirigeants namibiens pour entamer avec eux des

M. Kane (Sénégal)

négociations sincères et responsables sur un cessez-le-feu devant conduire à l'application de la résolution 435 (1978).

A ce stade, et pour l'histoire, il nous semble important de situer les responsabilités de l'échec des négociations et consultations devant aboutir à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978), échec imputable, il faut le reconnaître, à la seule attitude rigide des autorités de Pretoria.

En effet, malgré les appels répétés de la communauté internationale, malgré les efforts soutenus du Secrétaire général des Nations Unies et la manifestation concrète de l'esprit d'ouverture et de la volonté de dialogue des dirigeants de la SWAPO, malgré les avertissements du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud persiste dans son refus obstiné de coopérer pour favoriser l'application du Plan de règlement négocié du Conseil de sécurité et continue d'occuper illégalement le territoire namibien, défiant ainsi l'Organisation des Nations Unies qui, il faut le rappeler, a mis fin à son mandat sur la Namibie, il y a un peu plus de 19 ans.

C'est le lieu, pour notre délégation, de condamner de nouveau et sans équivoque l'occupation illégale continue de la Namibie par l'Afrique du Sud ainsi que l'entêtement de celle-ci à perpétuer sa domination raciste et militaire sur ce territoire, par l'instauration du système de l'apartheid et l'enrolement forcé des jeunes Namubiens dans les forces d'oppression et de répression sud-africaines.

Cette occupation, que nous dénonçons vigoureusement, trouve aujourd'hui son explication dans la position inqualifiable du régime de Pretoria, qui ne s'en cache pas d'ailleurs, consistant à lier l'application de la résolution 435 (1978), et donc l'indépendance de la Namibie, à des considérations d'une autre dimension qui relèvent de la souveraineté exclusive des Etats.

Or, comme chacun le sait, aussi bien l'Assemblée générale que l'Organisation de l'unité africaine et le Mouvement des non-alignés ont catégoriquement rejeté l'inclusion de tout élément extérieur dans l'application du Plan de règlement des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité lui-même a déclaré, sans ambiguïté, dans ses résolutions 539 (1983) et 566 (1985) notamment que :

"l'indépendance de la Namibie ne peut être subordonnée au règlement de problèmes étrangers à la résolution 435 (1978)."

M. Kane (Sénégal)

Ma délégation voudrait attirer l'attention de l'Assemblée sur les recommandations du Groupe de personnalités éminentes chargé de mener les auditions publiques sur les activités de sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie. Ce rapport viendra en discussion devant la Deuxième Commission dans quelques jours. Je me permets d'en citer quelques extraits.

"Nous recommandons à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies d'appliquer immédiatement le décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Nous recommandons en outre les mesures suivantes :

a) Toutes les filiales étrangères doivent mettre fin à leurs activités commerciales en Namibie à moins que leur société mère n'ait conclu un contrat ou d'autres arrangements appropriés avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

b) Les sociétés transnationales doivent remettre les bénéfices retirés de la vente des ressources naturelles namibiennes ou d'autres transactions portant sur ces ressources au Conseil des Nations Unies pour la Namibie qui en serait le dépositaire jusqu'à l'indépendance de la Namibie;

c) Les sociétés transnationales ne doivent pas payer d'impôts, de droits, ou toute autre forme de rente économique au Gouvernement sud-africain pour leurs activités commerciales en Namibie;

d) Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie doit prendre des dispositions appropriées pour récupérer auprès des sociétés transnationales les sommes versées à ce titre à l'Afrique du Sud depuis 1966, indépendamment des versements effectués à la puissance occupante;

e) L'importation ou la transformation des ressources naturelles namibiennes ou toute autre transaction portant sur ces ressources doivent être interdites à moins qu'elles n'aient été autorisées par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Les sociétés transnationales qui, pour une raison quelconque, ne se conforment pas à ces recommandations doivent être contraintes de retirer leurs investissements ou faire l'objet de mesures de désinvestissement."

(E/C.10/1986/9)

En ce quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration 1514 (XV) sur

M. Kane (Sénégal)

l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) doit appeler plus de détermination de la part de la communauté internationale, en particulier des membres permanents du Conseil de sécurité investis par la Charte de l'ONU des responsabilités que l'on sait.

Face à l'entêtement aveugle de l'Afrique du Sud et à son refus systématique de se retirer de la Namibie, qu'elle continue d'occuper illégalement au mépris des résolutions du Conseil de sécurité, et en dépit de la condamnation de la conscience de la communauté internationale, la seule réponse valable qui puisse faire entendre raison au régime de Pretoria est l'application de sanctions économiques globales, obligatoires et concertées, en vertu de la Charte, et notamment du Chapitre VII.

Les dirigeants de la SWAPO, seuls et authentiques représentants du peuple namibien, à qui il nous plaît de renouveler ici notre appui et notre solidarité agissante à leur lutte héroïque et légitime, ont fait montre d'un esprit d'initiative, de réalisme et de sens des responsabilités que Pretoria n'a pas voulu ou n'a pas pu saisir pour l'inscrire dans le sens d'un règlement négocié de la question de Namibie.

En terminant, je voudrais, au nom de S. Exc. le Président de la République du Sénégal, M. Abdou Diouf, rendre hommage au Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour sa disponibilité constante et son action soutenue en faveur du peuple namibien, et dire à l'ensemble des membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie notre appréciation pour leur dévouement à la cause namibienne.

Notre délégation garde le ferme espoir que l'action concertée et résolue de la communauté internationale amènera l'Afrique du Sud à se retirer du territoire namibien afin de permettre enfin à son peuple d'exercer sa souveraineté pleine et entière dans une Namibie libre, unie et indépendante.

M. RAKOTONDRAMBOA (Madagascar) : Quarante ans après l'inscription de la question de la Namibie à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, 19 ans après que nous ayons décidé de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie, le peuple namibien reste toujours privé de son droit à l'autodétermination et de son droit à l'indépendance nationale. Pourtant, lors de la célébration solennelle du quarantième anniversaire de notre organisation, toutes les délégations ont souligné du haut de cette tribune le rôle "essentiel" joué par notre organisation dans le domaine de la décolonisation, et des occasions d'aboutir à un règlement pacifique de la question de la Namibie n'ont pas manqué.

M. Rakotondramboa (Madagascar)

Cependant, le régime raciste sud-africain, fidèle à sa politique d'arrogance et de déni du droit, utilise différentes manoeuvres dilatoires pour poursuivre l'occupation illégale de la Namibie. Pour mieux comprendre la duplicité des autorités racistes de Pretoria, il faut tenir compte des "dernières" évolutions de la situation en Afrique australe en général et en Namibie en particulier.

En Afrique du Sud, malgré la condamnation universelle du système répugnant de l'apartheid, malgré la naissance d'une véritable révolution politique et sociale, les autorités racistes de Pretoria ne reculent devant rien pour préserver la domination et les privilèges de la minorité blanche.

Se comportant en gendarme de la région et imbue d'une prétendue mission de défense de la "civilisation", l'Afrique du Sud utilise le territoire namibien comme base de lancement d'invasion armée, de subversion, de déstabilisation et d'agression contre les Etats africains voisins.

A l'intérieur du territoire namibien, le régime raciste sud-africain met tout en oeuvre pour éliminer la SWAPO de tout processus de règlement de la question namibienne.

La mise en place d'un soi-disant gouvernement provisoire à Windhoek constitue une des dernières manoeuvres du régime raciste sud-africain. Cette décision qui a germé juste après la mise en place des trois chambres rentrant dans le cadre de la prétendue réforme constitutionnelle accordée à la population noire, montre que les dirigeants de Pretoria essaient de tromper l'opinion internationale tout en continuant à s'accrocher à leur croyance dans la supériorité de la race blanche. Le peuple namibien, grâce aux efforts déployés par la communauté internationale et sous l'égide de son mouvement de libération nationale, la SWAPO, a manifesté à plusieurs reprises pour faire part de son opposition aux pratiques inhumaines infligées à son endroit.

Mais qu'a-t-on constaté par suite de la réaction, combien normale, de la population de la Namibie? Les pratiques arbitraires du régime envahisseur de Pretoria se sont manifestées sans attendre; au lieu de se conformer aux diverses résolutions et décisions pertinentes de notre organisation, les tenants de l'apartheid n'ont trouvé rien de mieux que de riposter par une brutalité qui leur est habituelle à la juste colère d'un peuple opprimé. Nous connaissons la suite : arrestations massives et arbitraires, détentions et, bien sûr, assassinats gratuits.

M. Rakotondramboa (Madagascar)

La furie de ce régime, qui n'arrive plus à contenir les peuples qu'il croit pouvoir enfermer dans une cage va au-delà de la frontière namibienne.

Nous avons encc , présent à l'esprit les invasions répétées et préméditées contre la République populaire de l'Angola, le raid au Cabinda, soi-disant pour y dénicher des terroristes se préparant à attaquer l'Afrique du Sud. L'occupation quasi permanente du sud de l'Angola et l'aide substantielle accordée aux marionnettes de l'UNITA sont autant de mesures visant à déstabiliser le régime politique angolais.

L'attaque militaire perpétrée contre Gaborone, capitale du Botswana, vient s'ajouter au passif déjà lourd du régime raciste de Pretoria.

Devant ces actes qui sont des violations flagrantes de la Charte, notre organisation n'a cessé de prendre des mesures tout en rappelant celles déjà prises.

C'est ainsi qu'en juin dernier, préoccupé par la tension et l'instabilité engendrées par les politiques hostiles menées par le régime d'apartheid dans toute l'Afrique australe ainsi que par la menace de plus en plus grave que représente l'utilisation de la Namibie comme base pour des attaques armées et des actions de déstabilisation contre les Etats africains voisins, le Conseil de sécurité s'est réuni et a adopté la résolution 566 (1985). Cette résolution exige une fois de plus de l'Afrique du Sud qu'elle se conforme aux décisions de l'Organisation des Nations Unies pour prmettre le règlement pacifique du problème de la Namibie et pour amener ce territoire à l'autodétermination. Pour bien marquer sa volonté, le Conseil de sécurité a, dans le paragraphe 13 du dispositif de sa résolution, averti avec fermeté l'Afrique du Sud que, si elle refusait de coopérer à la mise en oeuvre de ladite résolution, le Conseil de sécurité serait obligé de se réunir immédiatement pour envisager l'adoption de mesures appropriées en application de la Charte, y compris le Chapitre VII.

La semaine passée, devant la recrudescence de la violence et sur l'initiative des Etats africains et des pays non alignés, le Conseil de sécurité s'est à nouveau réuni.

Un projet de résolution présenté par les pays non alignés membres du Conseil et tendant à imposer des sanctions économiques sélectives obligatoires a été soumis à l'examen du Conseil de sécurité. Mais ce projet n'a pu être adopté par suite du vote négatif de deux membres permanents occidentaux du Conseil. Ce résultat se passe de commentaires.

M. Rakotondramboa (Madagascar)

Néanmoins, le peuple namibien ne baisse pas les bras et continue sa lutte de libération armée, sous la direction de son seul et unique représentant authentique, la SWAPO, avec laquelle nous réitérons notre solidarité.

Nous soutenons le Conseil des Nations Unies pour la Namibie comme la seule Autorité administrante légale de la Namibie. Nous rejetons toute tentative d'affaiblir la SWAPO et sa mise à l'écart dans la solution des problèmes de ce territoire au profit des marionnettes membres du prétendu Cabinet du gouvernement provisoire d'unité nationale, à Windhoek.

Nous sommes convaincus que la résolution 435 (1978) constitue la seule base d'un règlement pacifique du problème de la Namibie. Il est temps que l'Afrique du Sud et ceux qui soutiennent sa politique rétrograde, comprennent que la communauté internationale ne saurait accepter un plan de règlement interne de type colonial à la question et rejettent tout lien ou parallèle entre l'indépendance de ce territoire et le retrait des forces cubaines en Angola.

L'Afrique du Sud doit comprendre, alors qu'il est encore temps, que ce n'est pas dans la fuite politique en avant ni dans les agressions armées contre les Etats africains voisins qu'elle résoudra le problème de la décolonisation de la Namibie.

Nous sommes convaincus que l'exercice rapide du droit à l'autodétermination du peuple namibien sous le contrôle des Nations Unies, le démantèlement de l'apartheid, le retrait inconditionnel des forces d'occupation sud-africaine du territoire namibien, la cessation des actes d'agression et de déstabilisation et l'octroi d'une assistance substantielle à la SWAPO et aux Etats de première ligne sont les seuls moyens susceptibles de faire baisser la tension dans cette région.

M. SHAH NAWAZ (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : La question de Namibie met bien en relief la déception et la frustration des Nations Unies devant leur incapacité de corriger une injustice manifeste contre le peuple de la Namibie, question qui figure chaque année à l'ordre du jour de cet organe depuis maintenant 40 ans. Ce problème venimeux constitue un défi pour l'efficacité et la crédibilité des Nations Unies d'année en année.

Malheureusement, cet état de choses n'est pas dû à une absence d'initiative ou d'effort de la part des Nations Unies. Un coup d'oeil sur la longue histoire de l'action internationale à cet égard montre que l'Organisation n'a pas failli à ses devoirs et qu'elle a su adopter des mesures de principe claires pour aboutir rapidement à la décolonisation et à l'indépendance du territoire sous tutelle de la Namibie.

M. Shah Nawaz (Pakistan)

Toutefois, nous savons que la volonté de la communauté internationale à cet égard a été bafouée par le régime sud-africain, qui continue de maintenir son emprise coloniale sur la Namibie et son peuple. La question est de savoir si la communauté internationale va rester passive devant le défi insolent et l'intransigeance arrogante d'un Etat Membre suspendu ou si elle être assez forte, grâce à sa volonté collective, pour résoudre ce problème.

Déjà en 1948, l'Assemblée générale avait rejeté la position sud-africaine d'incorporer le Sud-Ouest africain, qui est maintenant la Namibie, dans l'Union de l'Afrique du Sud et recommandé que le territoire soit placé sous le régime international de tutelle. Le refus de l'Afrique du Sud de renoncer à son contrôle sur le territoire a amené les Nations Unies à demander l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, laquelle avait conclu que le Sud-Ouest africain, maintenant appelé Namibie, était "toujours un territoire sous mandat international et que les fonctions de supervision de la Société des Nations devaient être exercées par les Nations Unies". L'Afrique du Sud a traité l'opinion de la Cour avec peu de respect et a poursuivi son contrôle illégal sur le territoire. Et au cours des années, on a été témoins des faits suivants en ce qui concerne la Namibie.

En 1960, les Nations Unies ont adopté la résolution 1514 (XV) contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, dans laquelle on énonce clairement le principe du droit à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les pays et peuples coloniaux.

En 1966, après avoir renvoyé la question au Comité spécial de la décolonisation et après avoir consulté encore une fois la Cour internationale de Justice, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2145 (XXI), par laquelle elle mettait fin officiellement au mandat de l'Afrique du Sud sur le territoire de la Namibie et plaçait ce territoire sous la responsabilité directe des Nations Unies.

En 1967, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2248 (S-V) par laquelle elle créait le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui serait chargé d'administrer le territoire jusqu'à son indépendance.

En 1969, le Conseil de sécurité a reconnu que le mandat de l'Afrique du Sud était terminé en vertu d'une décision de l'Assemblée générale et a demandé au régime de Pretoria de retirer immédiatement son administration de ce territoire.

L'Afrique du Sud n'a pas donné suite aux résolutions 2145 (XXI) de l'Assemblée générale et 264 (1969) du Conseil de sécurité.

M. Shah Nawaz (Pakistan)

En 1970, dans un rappel fait par le Conseil de Sécurité, la Cour internationale de Justice a déclaré que la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie était illégale et, en conséquence, que toutes actions prises par l'Afrique du Sud au nom ou intéressant la Namibie après la fin du mandat étaient illégales et nulles.

En 1976, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 385 (1976) qui demandait à l'Afrique du Sud de retirer son administration illégale, de transférer le pouvoir au peuple de Namibie et de tenir des élections libres sous la supervision des Nations Unies pour l'ensemble de la Namibie en tant qu'entité politique unique.

M. Shah Nawaz (Pakistan)

En 1978, le Canada, la France, la République fédérale d'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni, connus sous le nom de "Groupe de contact", présentaient un plan pour le règlement pacifique de la question de Namibie sur la base de la résolution 385 (1976) du Conseil de sécurité, plan qui fut adopté en tant que résolution 435 (1978) par le Conseil de sécurité.

De 1978 à 1981, bien que le plan ait été accepté par l'Afrique du Sud le 25 avril 1978 et par la South West Africa People's Organization (SWAPO) le 12 juillet 1978, le régime sud-africain a poursuivi une double stratégie consistant à entraver les négociations sur les modalités de sa mise en oeuvre et à imposer une solution "interne" tendant à mettre en place un régime fantoche dans le territoire.

En 1983, le gouvernement fantoche mis en place par des élections truquées en 1978 s'effondrait et le régime de Pretoria était obligé de reprendre le contrôle direct du territoire soumis à un administrateur général.

Par la suite, l'Afrique du Sud a lancé encore un autre plan politique interne en publiant une proclamation tendant à établir un prétendu conseil d'Etat multipartite.

La même année, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 539 (1983) dans laquelle le Conseil, notamment, exprimait son indignation de ce que l'Afrique du Sud, en insistant sur un "couplage" sans pertinence ni rapport avec la question, par lequel elle rendait l'application de la résolution 435 (1978) subordonnée au retrait des troupes cubaines de l'Angola, ait fait obstacle à l'application de ladite résolution. La même année, à la suite de plusieurs vetos opposés par certains membres permanents du Conseil de sécurité à l'imposition de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a adopté la résolution 38/36 B dans laquelle elle exprimait sa consternation face à l'immobilisation du Conseil de sécurité à la suite des vetos de trois de ses membres permanents.

Depuis le dernier examen par l'Assemblée générale de la question de Namibie, il y a un an, les efforts internationaux ont porté sur la suppression de l'impasse concernant l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en faisant pression sur l'Afrique du Sud pour l'amener à abandonner son attitude d'obstruction. Suite à une décision prise par les pays non alignés lors d'une réunion spéciale, le Conseil de sécurité s'est réuni en mai dernier et a adopté la résolution 566 (1985) dans laquelle le Conseil réaffirmait la responsabilité

M. Shah Nawaz (Pakistan)

juridique de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie et la responsabilité principale qui revient au Conseil de veiller à l'application de ses résolutions relatives à la Namibie, en particulier les résolutions 365 (1976) et 435 (1978). Le Conseil déclarait la mise en place par l'Afrique du Sud d'un gouvernement provisoire en Namibie, le 17 juin 1985, comme nulle et non avenue et exigeait que l'Afrique du Sud abroge immédiatement cette action illégale et unilatérale. Le Conseil de sécurité a également recommandé qu'une série de mesures de dissuasion sur le plan économique soient prises volontairement contre l'Afrique du Sud.

Cependant, la résolution 566 (1985) du Conseil de sécurité n'a pas réussi à satisfaire à la demande de l'Assemblée générale d'imposer des sanctions obligatoires contre Pretoria, aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, sanctions qui deviennent pourtant de plus en plus nécessaires pour obliger l'Afrique du Sud à tenir compte des décisions du Conseil. Les derniers efforts du Conseil de sécurité pour adopter des sanctions contraignantes ont à nouveau été contrecarrés la semaine dernière.

Cette historique des mesures prises par les Nations Unies pour mettre fin à la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie et les tentatives parallèles de l'Afrique du Sud pour entraver la réalisation de l'indépendance du territoire établissent clairement les faits suivants :

Premièrement, l'Afrique du Sud a toujours refusé d'accepter la juridiction des Nations Unies sur la Namibie et a, comme un défi manifeste, maintenu son emprise coloniale sur le territoire. A cette fin, elle continue de manipuler impunément la situation interne en Namibie.

Deuxièmement, l'Afrique du Sud continue à utiliser le territoire de la Namibie pour lancer des attaques agressives contre l'Angola voisin, en tant que partie de son sinistre plan de déstabilisation des Etats africains de première ligne.

Troisièmement, ayant accepté la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité sous la pression internationale, l'Afrique du Sud n'a cessé d'atermoyer à propos de son application en soulevant la question sans rapport avec le problème de la présence de troupes cubaines en Angola.

Quatrièmement, le Groupe de contact occidental, qui était l'auteur du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, n'a pas réussi à s'assurer la coopération de l'Afrique du Sud pour l'application du plan. Le manque de fermeté à

M. Shah Nawaz (Pakistan)

l'égard de l'Afrique du Sud, malgré son refus de coopérer à l'application du plan des Nations Unies, a encouragé Pretoria dans son attitude intransigeante.

La Namibie est, potentiellement parlant, l'un des pays les plus riches d'Afrique. En termes de valeur de production, à la fin des années 70, la Namibie a été le quatrième exportateur de minerais dans le monde. Les mines de Namibie ont produit 16 p. 100 des diamants du monde, 10 p. 100 de la production mondiale de germanium et 3 p. 100 de celle d'uranium. L'industrie des pêcheries est la deuxième plus importante du pays, avec 90 p. 100 des prises mises en boîte destinées à l'exportation. Dans ses meilleurs moments, l'industrie des pêcheries procure 20 p. 100 du total des revenus en devises étrangères du territoire.

Les extrêmement lucratives industries minières et des pêcheries de Namibie sont contrôlées par des sociétés sud-africaines et des corporations internationales étrangères et d'autres investisseurs. En conséquence, tant l'Afrique du Sud que ses partenaires économiques restent vivement intéressés au maintien du statu quo, quel qu'en soit son coût politique. C'est pourquoi les alliés de l'Afrique du Sud tolèrent cette emprise entêtée sur la Namibie et pourquoi la question de la Namibie est restée sans solution jusqu'à ce jour.

Alors que la communauté internationale déploie tous ses efforts pour démanteler les derniers vestiges du colonialisme en Namibie, le peuple namibien mène une lutte héroïque pour sa libération nationale, sous la bannière de la SWAPO, son seul représentant authentique. Le peuple de Namibie mérite qu'il lui soit rendu hommage pour son attachement profond et inébranlable aux idéaux élevés de liberté, d'autodétermination et d'indépendance et pour sa ferme opposition au régime illégal de répression et de terreur de Pretoria.

Nous saluons aujourd'hui dans cette assemblée la présence de M. Andimba Toivo, secrétaire général de la SWAPO, qui symbolise dans sa personne la force et le courage du peuple namibien. Nous admirons la fermeté et le courage avec lesquels il a subi 16 longues années de captivité dans les geôles sud-africaines, pour la défense de la cause de la liberté de son peuple.

La persistance du statut colonialiste de la Namibie est un intolérable anachronisme dans le monde d'aujourd'hui. Historiquement parlant, la Namibie aurait dû devenir indépendante à peu près en même temps que les nombreux Etats africains, asiatiques et latino-américains qui siègent maintenant comme membres indépendants de cette assemblée. Du point de vue moral, le droit du peuple

M. Shah Nawaz (Pakistan)

namibien à l'indépendance est un droit de l'homme fondamental reposant sur les mêmes principes sur lesquels les Nations Unies ont été fondées. La communauté internationale doit agir avec décision afin d'assurer l'indépendance de la Namibie dans un proche avenir. Le Conseil de sécurité doit remplir ses promesses au peuple namibien en assurant l'application de sa résolution 435 (1978) sans plus de délai. En sa qualité à la fois de Membre des Nations Unies et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Pakistan a fait tous les efforts possibles pour accélérer l'accession de la Namibie à l'indépendance. Nous avons la ferme conviction que la justice inhérente à la lutte de libération de la Namibie assurera son triomphe final. Le jour de l'indépendance de la Namibie est beaucoup plus proche que ne le pensent ceux qui s'y opposent.

M. ABDO RAHMAN (Yémen démocratique) (interprétation de l'arabe) : Depuis 1946, la question de Namibie est inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies. C'est une question douloureuse pour la conscience de l'humanité et une insulte à ses nobles valeurs. Entre-temps, plusieurs pays colonisés ont accédé à l'indépendance. La forme et la nature de la marche historique des peuples ont changé. La carte politique de notre monde contemporain a radicalement changé, elle aussi. Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine commencent à surmonter les effets de leur passé colonialiste. Ils ont échappé à jamais au joug du colonialisme et sont devenus d'importants pionniers de notre époque. Depuis la fin de la grande guerre patriotique, le continent africain tout entier s'est libéré du colonialisme. L'Afrique, assujettie pendant des siècles par les colonialistes à la domination étrangère a cessé d'être victime du pillage et de l'esclavage; ce n'est plus l'endroit où les colonialistes étrangers se remplissaient les poches.

Le peuple de la Namibie, qui continue de languir sous le joug du colonialisme sud-africain, reste seul en dehors de la marche de l'histoire du continent africain. Ce peuple ne peut toujours pas exercer son droit à l'indépendance. Il ne peut toujours pas décider de son propre destin ni contribuer à l'enrichissement de la civilisation humaine et de son patrimoine. Depuis qu'elles examinent la question de la libération de la Namibie, les Nations Unies ont adopté bien des résolutions qui mettent l'accent sur le droit du peuple namibien d'exercer ses droits inaliénables. Elles ont approuvé un plan intégré de règlement de la question namibienne, lequel est contenu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Toutes ces résolutions n'ont cependant pas jusqu'à présent assuré au peuple namibien le droit de se libérer de la domination du régime raciste d'apartheid.

En contraste frappant avec ces efforts, ce régime a accentué sa politique de terreur. Il ne cesse d'inventer de nouveaux moyens de réprimer la lutte nationale de libération du peuple namibien. Il enrôle de force de jeunes Namibiens pour combattre la noble résistance patriotique à l'occupation coloniale. Le régime s'emploie à transformer le territoire en une base militaire avancée en vue de perpétrer des actes d'agression contre les pays africains indépendants tels que l'Angola, le Mozambique et le Botswana. Le régime sud-africain continue de faire fi de la volonté de la communauté internationale telle qu'elle a été exprimée au

M. Abdo Rahman (Yémen démocratique)

Conseil de sécurité, directement responsable de l'avenir du territoire de la Namibie.

Le régime raciste de Pretoria continue d'ignorer les résolutions des Nations Unies. Il continue de défier la volonté unanime de la communauté internationale. Il est résolument et obstinément déterminé à perpétuer son occupation du territoire et à continuer de réprimer la volonté patriotique de libération du peuple namibien. La régime raciste d'apartheid est suffisamment puissant pour pouvoir continuer à défier les Nations Unies et leur Charte. Son comportement se fonde sur le fait que les ambitions d'hégémonie, d'asservissement des peuples et d'écrasement de leurs aspirations nationalistes à la libération et à l'indépendance sont de règle dans l'attitude adoptée par certains Etats, qui s'efforcent de remettre en vigueur le statut des anciens empires, à reprendre l'initiative qu'ils ont perdue au cours de l'histoire et à ramener de force des pays nouvellement indépendants dans l'orbite de puissances étrangères. Ces Etats sont opposés à l'indépendance de la Namibie et se refusent à reconnaître les résultats de la lutte de libération nationale des peuples.

C'est pour cela que le peuple namibien, en premier lieu, tout comme d'autres peuples, paye le prix de sa liberté à ceux dont la prétention à vouloir incarner la plus noble expression de la liberté et des valeurs de la civilisation humaine défie l'imagination, qui offrent en même temps au régime raciste d'apartheid toutes les raisons et tous les prétextes possibles pour continuer de priver le peuple namibien de son indépendance et de sa liberté, et qui encouragent ce régime à renforcer son agression contre la souveraineté et l'indépendance des pays voisins en vue de faire obstacle au droit de ceux-ci à un développement libre et indépendant.

L'exercice du droit de veto auquel recourent certains Etats au Conseil de sécurité pour empêcher l'adoption de résolutions efficaces qui contribueraient à faire pression sur le régime de Pretoria et l'amener à reconnaître le droit inaliénable du peuple namibien à l'indépendance, ainsi que la politique de prétendu "engagement constructif" avec le système d'apartheid sont la claire démonstration d'une hostilité envers les aspirations des peuples à la réalisation de leur indépendance nationale et à la création d'une vie nouvelle et indépendante.

Mon pays souscrit à l'appel lancé par l'Organisation de l'unité africaine lors de la réunion qu'elle a tenue l'an dernier à Addis Abeba, ainsi qu'à l'appel lancé

M. Abdo Rahman (Yémen démocratique)

lors de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui a eu lieu l'été dernier à Luanda, pour demander que des mesures généralisées soient prises en vertu du Chapitre VII de la Charte en vue de contraindre le régime d'apartheid à se conformer aux résolutions des Nations Unies et à octroyer au peuple namibien une indépendance inconditionnelle, et à forcer ledit régime à renoncer à tout effort visant à lier le destin d'un peuple qui aspire à la liberté et à l'indépendance à des questions extrinsèques telles que celle de la présence de troupes cubaines en Angola.

Ce "lien" est un acte d'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant. La question invoquée n'a absolument aucun rapport avec la lutte du peuple namibien pour son indépendance. C'est une question qui est conditionnée, comme l'ont déclaré Cuba et l'Angola, par la cessation des actes d'agression perpétrés contre des Etats indépendants et particulièrement contre la souveraineté et l'indépendance de l'Angola.

Ma délégation est convaincue que la principale raison de l'échec de tous les efforts tentés pour accorder au peuple namibien son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, la principale raison qui fournit à Pretoria la force qui lui permet de se refuser obstinément à coopérer avec les Nations Unies et à se conformer à leurs résolutions, la raison qui encourage le régime de Pretoria à faire de ses actes d'agression contre ses voisins une constante de sa politique, cette raison, dis-je, est la politique d'appui et d'engagement constructif pratiquée par les alliés du régime raciste.

L'appui et le soutien accordés au régime sud-africain contribuent à faire des populations de l'Afrique australe les victimes de la politique barbare pratiquée par le régime de la minorité blanche, outre qu'ils accroissent les sacrifices consentis par les Etats voisins, qui sont, eux aussi, victimes de l'agression impérialiste, et ce aux dépens de leur développement économique et de leur existence pacifique et indépendante.

Tout en appuyant la prise, par les Etats Membres de l'ONU de mesures volontaires contre le régime de Pretoria et en souscrivant à l'appel des pays non alignés qui réclament l'adoption, par les Nations Unies, à leur quarantième session, d'une résolution rédigée en termes clairs en vue d'imposer des sanctions généralisées et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, mon pays, qui fonde

M. Abdo Rahman (Yémen démocratique)

sa conviction sur les leçons et l'expérience tirées de la lutte des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour l'indépendance, demeure convaincu que le sort de l'indépendance du peuple namibien dépend par-dessus tout de la promotion de la lutte que mène le peuple namibien sous la direction de son seul représentant légitime, la SWAPO, laquelle jouit de l'appui et de la sympathie de tous les peuples du monde et des Nations Unies et qui mérite d'être appuyée par tous les moyens dans la lutte juste et héroïque qu'elle poursuit pour arracher son indépendance des griffes des colonialistes et mettre en oeuvre les résolutions des Nations Unies.

Le Yémen démocratique renouvelle son appui à la lutte du peuple namibien. Nous continuerons de nous solidariser avec ce peuple et de le soutenir jusqu'à son accession à l'indépendance et la création de son propre Etat national indépendant.

M. JANKU (Albanie) (interprétation de l'anglais) : L'année 1984 marque le centenaire de la lutte juste héroïque du peuple opprimé de la Namibie contre l'occupation coloniale, période pendant laquelle le peuple namibien n'a cessé de résister aux attaques militaires des oppresseurs.

C'est à juste titre que la question namibienne préoccupe gravement l'opinion publique mondiale et l'Organisation des Nations Unies, et ce depuis sa création. Ce n'est pas par hasard que nombre de représentants de différents pays démocratiques et progressistes, d'Afrique notamment, ont souligné dans les déclarations qu'ils ont faites durant cette session commémorative, le fait que, s'il existe un problème à la solution duquel les Nations Unies ont été incapables de contribuer ni d'influencer en quoi que ce soit, c'est bien la question de Namibie.

Le peuple albanais, qui a toujours soutenu la lutte des peuples africains contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et la réaction, continuera d'appuyer la juste lutte que le peuple namibien, sous la direction de la South West Africa People's Organization, son représentant légitime, mène contre le régime raciste de Pretoria.

M. Janku (Albanie)

Au cours de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les représentants qui ont pris part au débat sur ce problème ont condamné la politique raciste d'apartheid et ont manifesté leur appui sans réserve à la lutte du peuple namibien.

Plus de 19 ans se sont écoulés depuis que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie; 14 ans ont passé depuis que le Conseil de sécurité a, pour la première fois, déclaré que les Etats se devaient de reconnaître l'illégalité de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie; cependant, aujourd'hui, la situation non seulement ne s'est pas améliorée mais, bien au contraire, n'a cessé de se détériorer.

Malgré tous les propos démagogiques tenus l'année dernière sur le règlement du problème namibien, les événements ont démontré que le régime raciste de Pretoria est un régime fasciste qui ne répond aux revendications légitimes que par la violence et qui est déterminé à utiliser tous les moyens pour préserver et perpétuer la domination raciste en Namibie. C'est pourquoi les événements tragiques qui se déroulent actuellement en Afrique du Sud, tels les massacres et les mutilations d'innocents et de personnes sans défense, les arrestations massives et arbitraires, et tous les actes associés à l'état d'urgence imposé par l'Afrique du Sud ne surprennent plus personne aujourd'hui. Ces événements, tout comme ceux qui se sont produits depuis le débat de l'année dernière sur la question de Namibie, nous fournissent une nouvelle preuve des objectifs véritables du régime de l'Afrique du Sud, à savoir la perpétuation de l'occupation coloniale de la Namibie qui constitue un des exemples les plus flagrants du refus à un peuple d'exercer son droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. En même temps, cette situation représente une menace des plus sérieuses, non seulement à la paix dans la région, mais à la paix et à la sécurité internationales.

En refusant avec obstination de tenir compte de l'opinion publique internationale, en rejetant en toute impunité, systématiquement et ouvertement, les décisions permanentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, les racistes de Pretoria dévoilent leur véritable nature et confirment leur rôle de gendarmes de l'impérialisme américain en Afrique australe et de défenseurs des intérêts de l'impérialisme, du néo-colonialisme et de la réaction internationale.

M. Janku (Albanie)

Sept ans se sont écoulés depuis que le Groupe de contact a entamé les négociations avec l'Afrique du Sud, mais les racistes de Pretoria, appuyés et aidés par leurs alliés occidentaux, tentent toujours de leurrer l'opinion publique mondiale en prétendant qu'ils sont en faveur de changements alors qu'en réalité, comme les événements actuels le prouvent, ils cherchent tout simplement à perpétuer la situation actuelle.

Le Groupe de contact, pour sa part, n'a pu dissimuler ses objectifs économiques, stratégiques et politiques et ses intérêts dans la région. Les intrigues et les complots ourdis par les racistes de Pretoria, les puissances impérialistes et les sociétés multinationales qui les appuient ont prouvé, sans la moindre équivoque, que l'Afrique du Sud et ses alliés, notamment les Etats-Unis, ne se sont jamais attachés et ne s'attacheront jamais à rechercher une solution juste et durable à la question namibienne. Seul les intéresse un règlement qui leur convienne et qui soit compatible avec le régime d'apartheid. Aujourd'hui, toute personne sensée ne peut ignorer que la politique d'engagement constructif ou ce que l'on qualifie de diplomatie discrète a échoué et ne saurait en aucun cas apporter une solution à la question namibienne. Les conséquences néfastes de la politique d'engagement constructif, que l'on devrait bien plutôt appeler comme il se doit politique d'engagement destructif, ne se limitent pas simplement à l'Afrique du Sud. Chacun peut aisément se rendre compte des efforts constants de Pretoria pour déstabiliser les économies et menacer la sécurité des Etats indépendants qui entourent l'Afrique du Sud.

L'heure est venue pour les Nations Unies de reconnaître ce qui est maintenant une évidence pour tous, à savoir que l'Afrique du Sud n'a nullement l'intention de respecter les résolutions adoptées par l'Organisation internationale. La décision du régime de Pretoria de constituer un prétendu gouvernement intérimaire en Namibie est à mettre au compte des nombreuses tentatives illégales faites par les racistes pour maintenir, par des manoeuvres diaboliques, l'occupation du territoire.

Cependant, ces manoeuvres et ces mesures répressives ne sauraient décourager le peuple namibien; bien au contraire, il reste déterminé dans sa lutte contre l'occupation coloniale de sa patrie. Face à toutes les manoeuvres impérialistes et aux attaques de plus en plus violentes du régime raciste, les peuples azanien et namibien ont fait la preuve de leur héroïque détermination à défendre leur juste et

M. Janku (Albanie)

légitime cause. Ni les mesures gouvernementales, ni les changements superficiels, ni la violence utilisée par Pretoria, ni l'appui et l'aide qu'il reçoit de ses alliés n'ont, un seul jour, freiné leur juste et vigoureuse lutte.

Le régime de Pretoria n'aurait pas été en mesure de faire fi des exigences de l'opinion publique mondiale et de poursuivre sa politique d'agression sans l'aide des puissances impérialistes, notamment des Etats-Unis d'Amérique qui, ouvertement et secrètement, s'efforcent de retarder toute solution juste de la question namibienne. L'attitude de ces puissances face à la situation que le régime de Pretoria a instaurée en Afrique du Sud en témoigne.

Comme par le passé, la délégation albanaise estime, aujourd'hui encore, qu'en imposant leur politique de répression et d'apartheid au peuple namibien les fascistes de Pretoria tirent parti de la situation délicate créée dans le continent africain, et notamment dans le secteur méridional du fait de l'attitude hégémoniste des socio-impérialistes soviétiques et de leur rivalité toujours plus grande avec les impérialistes américains. Le rôle anti-africain joué là-bas par les socio-impérialistes soviétiques est bien connu; alors que, d'un côté, ils condamnent les racistes, de l'autre ils prêchent la réconciliation. Tandis que le peuple azanien se dresse sur les barricades pour mener sa lutte armée, les socio-impérialistes soviétiques suggèrent la négociation avec les racistes et le régime fasciste de Pretoria et ses maîtres impérialistes comme moyen de parvenir à la libération nationale. Cela montre bien que le vocabulaire hypocrite utilisé par les socio-impérialistes qui se déclarent les alliés naturels des peuples en lutte pour leur libération nationale et sociale n'est rien moins qu'une tentative pour pénétrer les mouvements de libération et les utiliser aux fins de leurs objectifs hégémonistes et destructeurs en Afrique.

La délégation albanaise estime que, tout comme nombre de problèmes qui préoccupent les peuples du monde entier, le problème de la Namibie ne saurait être réglé à travers les négociations et les sinistres manoeuvres des ennemis du peuple namibien. Une solution juste et durable ne pourra être trouvée à la question de Namibie que lorsque les racistes de Pretoria auront été contraints de retirer leurs troupes du territoire de la Namibie, lorsque les intrigues et l'ingérence des superpuissances en Namibie auront pris fin, le droit à l'autodétermination sera accordé au peuple namibien. Les événements récents ont démontré que le seul moyen

M. Janku (Albanie)

dont dispose le peuple namibien pour la réalisation de ses légitimes aspirations est sa lutte déterminée et sans concession.

Malgré les difficultés provisoires et les obstacles rencontrés, malgré les tentatives permanentes des racistes de Pretoria et des puissances impérialistes d'entraver la lutte du peuple namibien, nous sommes convaincus que ce peuple resserrera davantage encore les rangs dans sa lutte pour la libération nationale et une indépendance véritable. Tout au long de leur combat héroïque, les peuples africains, et le peuple namibien notamment, ont bénéficié de la solidarité et de l'appui de tous les peuples révolutionnaires et progressistes du monde. La juste lutte qu'ils mènent pour l'indépendance nationale et la liberté, avec tous les moyens dont ils disposent, continuera de recevoir l'appui total du peuple albanais, ami sincère des peuples africains.

Pour terminer, ma délégation souhaite une fois encore rappeler que le peuple et le Gouvernement albanais ont condamné et continueront de condamner fermement la politique d'apartheid des racistes d'Afrique du Sud, l'occupation illégale de la Namibie ainsi que les actes d'agression et les manoeuvres de diversion commis contre d'autres Etats africains.

La délégation albanaise est convaincue que, grâce à sa lutte déterminée, le peuple namibien déjouera tous les complots et les intrigues des racistes de Pretoria, de l'impérialiste et de la réaction mondiale et parviendra à une liberté, à une indépendance et à une souveraineté pleine et entière.

La séance est levée à 20 h 10.